Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes

Quatrième année
N° 136
Vendredi
13 mars 1992
ISSN 0995-0583
Prix 6,50 F

Aux Elections Régionales du **22 Mars**

1 SEUL TOUR

POUR BATTRE
LA DROITE
ET L'EXTRÊME DROITE

POUR LA MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE, VOTEZ SOCIALISTE

Parti Socialiste

Pensez-y, dites-le

Col. Fondation Jean Jaurès

VOTRE COURRIER

Socialiste, je le suis et le serai toujours, car le socialisme est la base essentielle à l'unité de toutes les vies humaines. Liberté, égalité, fraternité, ces trois mots indissociables n'en sont-ils pas le symbole ?
Liberté : nous l'avons dans le respect des droits des autres et en restant dans l'égalité.
Egalité : elle est, actuellement, sérieusement tourmentée par le chômage. Pourtant, chaque être humain a le droit de vivre, donc, le devoir de travailler, pour lui-même, pour sa famille et pour la société. Qu'en est-il aujourd'hui ? Bien souvent, parmi les couples, les deux conjoints travaillent, alors que, fréquemment, un seul salaire suffirait à les faire vivre, plus modestement, certes, mais décemment, dans le devoir du partage, qui est amour de son prochain.
Fraternité : ce couple n'en serait-il pas lui-même récompensé par une vie de famille plus détendue, un foyer plus accueillant, des enfants plus choyés, entourés de l'affection d'une maman attentionnée, restée au foyer ?
La ville est inhumaine pour les sans-abri et les chômeurs. Ne pourrait-on pas trouver des travaux à la campagne ? N'y a-t-il pas des terres délaissées, autour de villages désertés, qui pourraient accueillir et nourrir ces malheureux et leurs familles ?
La nature est une richesse incalculable pour la vie et la santé de tous, loin de la pollution, prodiguant des cultures sans engrais chimique et sans insecticide. Prévenir, c'est guérir : des emplois pourraient être créés, s'ils n'existent pas déjà, pour le nettoyage, l'entretien constant, la surveillance de nos belles forêts, ce qui limiterait leur destruction par l'incendie et l'activité des incendiaires.
Simone Portal - Saint-Cernin (15).

■

Issus du bouillonnement des idées de 1968, beaucoup d'entre nous ont placé, dans les victoires de 1981 et 1988, un espoir exigeant pour la transformation de la société afin que chacun y trouve sa place dans un monde libre et ouvert. Au fil des ans, la société concrète n'est pas celle de nos rêves. Certes, de grandes choses ont changé : les libertés sont plus nombreuses, la retraite est à 60 ans et la cinquième semaine de congé est acquise. Sur le plan de la solidarité, le revenu minimum d'insertion et le développement de la politique humanitaire se sont imposés.
Néanmoins, l'horizon n'est pas lumineux pour tous et, si le développement économique se poursuit, il ne s'accompagne pas d'une création suffisante d'emplois. L'insertion des jeunes dans la vie active se heurte à bien des obstacles et est plus difficile que par le passé.
Devant cette situation, certains sont tentés de baisser les bras, faute d'idées précises, et acceptent comme fatalité la confusion qui règne dans les esprits. Cette attitude les conduit à envisager l'abstention lors des consultations électorales et de laisser ainsi le champ libre à des partis qui prônent l'intolérance, le racisme et la régression sociale.
Le combat politique pour une société plus juste, plus dynamique et plus solidaire, demande un énorme courage et une grande lucidité. Ne nous laissons pas enfermer dans un égoïsme de distanciation ou dans un corporatisme étroit.
Ouvrons notre esprit et notre cœur et, si vous êtes d'accord, faites que cet appel aux "sans" devienne celui des cent et, pourquoi pas, des mille !
Alain Lecomte - Agde (34).

■

Notre génération qui a vécu, dans les années 30, l'arrivée du nazisme chez nos voisins d'outre-Rhin voit, aujourd'hui, apparaître chez nous les mêmes symptômes.
Nous devons réagir et nous souvenir. J'avais tout juste vingt ans lorsque les ligues fascistes de France et les Croix de feu ont essayé d'attaquer le Palais-Bourbon, la nuit du 6 février... et j'ai, de ce fait, été des contre-manifestations républicaines des 8, 9 et 12 février suivants, qui ont été l'amorce du Front populaire de juin 1936, et du premier gouvernement socialiste, qui apporta à la classe ouvrière des lois sociales dont nous bénéficions encore.
On se souvient, aussi, de ce que ce régime totalitaire a apporté chez nos voisins : la destruction totale de leur pays, et des millions de morts ! Que les Français réfléchissent donc bien, en se souvenant d'un passé recent. La République et la liberté sont en danger !
Roland Chenu - Avignon (84).

■

Ma responsabilité de lecteur et de militant est de vous soutenir, c'est pourquoi je tiens à vous manifester financièrement et publiquement ma reconnaissance pour le travail que vous accomplissez. "Vendredi" est un instrument d'information qui fait honneur à votre profession autant qu'à la presse d'opinion.
Non seulement vous réalisez un travail de qualité, tant dans son contenu que pour sa présentation, mais vous avez réussi à maintenir ce niveau dans la durée, ce qui est aussi une belle performance. Si quelques réserves peuvent être émises par d'autres lecteurs, elles ne devraient pas mettre en cause une réussite que je considère comme exemplaire.
Toutefois, nous ne savons pas ce que nous réserve l'avenir, dans un climat qui nous est maintenant défavorable. Il n'est pas exclu que vous rencontriez des difficultés financières mais, si vous êtes amenés à limiter les frais, vous pourrez toujours vous prévaloir du plaisir d'être bien informés que vous nous avez apporté.
C'est un acquis qui valait bien un remerciement.
Je vous autorise à publier ce témoignage si cela peut inciter les adhérents à vous soutenir davantage.
Guy Leduc - Villers-lès-Nancy (54).

■

Je suis moi aussi concerné par ce fléau du chômage des plus de 45 ans.
Tout le monde est d'accord. Hélas ! Passé le cap des 50 ans, nous sommes du personnel trop vieux, à la compétence évolutive pas assez performante. Bref, des exclus. Trop facile ! Nous sommes nombreux à mériter un meilleur sort...
Alors, il faut prendre des mesures, des vraies, et faire un tri sérieux.
1/ Des vrais et des faux chômeurs.
2/ Justification d'une vraie carrière.
3/ Nombre de trimestres homologués, Sécurité sociale, vieillesse, etc.
Est-il juste qu'une personne ayant cotisé trente-quatre années pleines avec, en fin de parcours, un passage aux Assedic, mais qui, à 54 ans, arrive à 150 trimestres, soit punie et humiliée et termine avec une pancarte de chômeur dans le dos ?
C'est révoltant et nous sommes choqués et fragilisés. Il faut que cela change.
Roger Christien - Quimper (29).

■

Petit cadre administratif depuis 1965, demandeur d'emploi depuis septembre 1990, je suis indemnisé par les Assedic depuis le 4 décembre 1990 (et jusqu'au 3 septembre 1992).
J'ai perçu mes premières allocations de chômage en janvier 1991. Je suis toujours en recherche d'emploi et malgré, en 1991, un stage de cinq mois de micro-informatique, qui devait faciliter ma reconversion, je n'ai pu, à ce jour, retrouver une activité salariée. Il est vrai que je vais avoir, sous peu, 56 ans, et que cet âge fait tomber le couperet de la guillotine, sans aucune parade. C'est sans appel ! L'objet de ma lettre porte sur la CSG, que je paie actuellement, comme nombre de mes concitoyens, salariés ou chômeurs, et son incidence sur l'IRPP.
Quelle n'a pas été ma surprise de constater que la somme à déclarer (mes allocations de base, versées en 1991), était différente de celle que j'ai perçue, en net de cotisations (SS, retraite et CSG déduites).
J'ai donc contacté les Assedic du Val-de-Marne par courrier, puis par téléphone (très difficile !), qui m'ont confirmé, qu'effectivement, je devais "réintégrer dans mon net la valeur de la CSG, qui m'avait déjà été déduite de mon brut." Exemple : sur 7.719,60 F perçus en net, la CSG est de 84 F déclarables, soit 7.803,60 F.
Pour l'année 1991, c'est donc un bonus de 440,12 F en base d'imposition !
Cela signifie que je vais payer un IRPP sur la CSG elle-même et que, concrètement, mon impôt sera calculé sur une somme que je n'ai pas perçue (puisqu'elle a déjà été déduite de mes allocations de chômage). C'est donc un impôt sur l'impôt.
Pierre Dangréau - Villiers-sur-Marne (94).

■

Affaire Gabory, suite et fin...

La publication de la lettre de Roland Gabory dans "Vendredi", le 7 février, a suscité un abondant et contradictoire courrier des lecteurs. Si certaines lettres exprimaient une indignation bien compréhensible à l'encontre des propos racistes et antisémites de Roland Gabory, d'autres déploraient la condamnation des positions de ce dernier au nom de la liberté d'opinion au sein du Parti socialiste. Sur la question israélo-palestinienne, comme sur toute autre, la liberté d'opinion est reconnue au PS. Encore faut-il qu'elle ne se transforme pas en délit d'opinion. Or, doit-on le rappeler aux militants et sympathisants du PS, le racisme et l'antisémitisme ne constituent pas une opinion mais un délit d'opinion, aux yeux de la loi française, que le PS, moins que tout autre, ne saurait admettre. En conséquence, nous publions le verdict de la commission nationale des conflits qui a statué sur le cas Gabory le 5 mars 1992.

La commission nationale des conflits, réunie le 5 mars 1992,
saisie par le bureau exécutif national d'une demande de contrôle à l'encontre de Roland Gabory ;
après audition de Roland Gabory et des témoignages écrits qu'il a présentés ;
considérant que le courrier adressé par Roland Gabory et publié dans "Vendredi", le 7 février 1992, avait été envoyé par l'auteur au journal "Sud-Ouest", qui l'a imprimé le même jour ; que la prise de position de Roland Gabory était donc publique par nature ;
considérant que, si la discussion est entièrement libre au sein du Parti socialiste, les socialistes ont en commun les principes énoncés dans sa déclaration de principes ;
considérant que, au-delà des débats et prises de position relatives à l'Etat d'Israël et à la question palestinienne, plusieurs des termes et expressions employés par Roland Gabory présentent une connotation raciste et sont en contradiction avec la déclaration de principes du Parti socialiste. Décide :

Art. 1 - *La commission nationale des conflits est compétente en premier et dernier ressort pour statuer en application de l'article 11.4.3. des statuts nationaux.*

Art. 2 - *Roland Gabory est exclu du Parti socialiste. Conformément à l'engagement qu'il a pris, en application de l'article 9.4. des statuts nationaux, Roland Gabory doit démissionner de son mandat électif de conseiller général.*

Art. 3 - *La fédération du Gers est invitée à faire savoir par les moyens qu'elle jugera nécessaires, au cas où Roland Gabory ne démissionnerait pas de son mandat électif, que les propos et les votes de celui-ci ne sauraient engager le Parti socialiste.*

Délibéré à Paris, le 5 mars 1992, par la commission nationale des conflits dans la composition suivante : François Borella, président ; Philippe Farine, Francis Musard, Michel Vienot, Gérard Grunberg, Pierre Cohen, Gérard Denecker, Yves Colmou, Luc Soubré, Guy Lengagne, Jean-Michel Rosenfeld, Jean-Pierre Bonin, Mireille Larrouy, Bernard Le Savouroux, Gisèle Saint-Laurent, "par 13 voix pour l'exclusion et 2 voix pour la suspension de tout mandat".

Vendredi

10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE : *pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

DIRECTION
Directeur de la publication : Bernard Roman (78.48)
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)
Politique : Jean-Pierre Bedeï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secr. de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (79.04)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 43.70.86.80

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
P. Lebrun (couv.) ; G. Boutin / Sipa (pp. 3 et 11) ; B. Enguerand (pp. 3 et 21) ; F. Cougot (p. 8) ; Schuller / Editing (p. 9) ; Leimdorfer / AFP (p. 13) ; F. Stevens / Sipa-Press (p. 16) ; Futy / Sipa-Press (p. 17) ; Pix (p. 19) ; Philibert (p. 23) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 215.500 ex.

CETTE SEMAINE

2 Courrier

POLITIQUE

4 La légitimité de la gauche
5 Laurent Fabius
6 Contre le Front national
7 La force tranquille de Michel Delebarre
8 Elections cantonales : Sylvie Robert à Rennes

SOCIETE

9 • Politique de la ville : une tirelire d'urgence
• Les dés pipés de l'orientation
• La participation contre l'exclusion

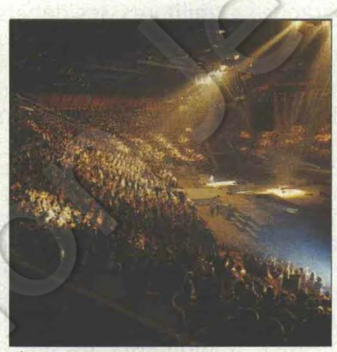
11 à 15 DOSSIER
Elections cantonales et régionales (n°7)
11 Alsace
12 Ile-de-France
14 Centre
15 Bourgogne



▲ Michel Delebarre en campagne (p. 7).



▲ Elections régionales : l'Alsace (pp. 11 à 15).



▲ Ces palais que l'on dit polyvalents (p. 21).

INTERNATIONAL

16 Jacques Delors : la social-démocratie et l'Europe
17 L'ONU et la Yougoslavie
18 Dernier vote blanc en Afrique du Sud

CROQUIS

19 • Lettre à...
• Virgil Tanase

CULTURE

20 • Racisme : un faux célèbre
• Théâtre : "La Journée du maire"
• Cinéma : "Le Docteur"
• Télévision
21 • Ces palais que l'on dit polyvalents
• Romans policiers
22 • Post-scriptum
• Agenda

INVITE

23 Bernard Edelman

Entre les pages 12 et 13 de notre édition Ile-de-France, est inséré un encart abonnement, folioté de I à IV.

Claude Estier

2 mars

Venant de Moscou, c'est presque un autre monde que l'on trouve à Prague. La vieille ville, admirablement restaurée, offre ses façades aux tons pastel et ses clochers baroques au soleil de cette fin d'hiver. Sur le pont Charles, où des groupes de musiciens jouent des airs de jazz ou de folklore, des milliers de touristes se pressent pour admirer le panorama qui descend par degrés du château jusqu'aux barques de pêcheurs sur la Vltava. Dans les rues du centre, les magasins d'alimentation, de vêtements ou d'appareils ménagers regorgent de marchandises, étonnant contraste avec la capitale de la Russie.
C'est, bien entendu, l'apparence car, à y regarder de plus près, les Tchèques sont loin d'avoir atteint l'abondance. Mon ami Alexandre Ort qui, tant d'années après notre première rencontre, me pilote à nouveau dans la ville, m'explique que tout ce qui, libellé en couronnes, paraît dérisoire au visiteur allemand, italien ou français, demeure difficilement accessible aux nationaux dont les salaires sont, là aussi, très loin d'avoir suivi la hausse des prix.
La politique a repris ses droits et l'on n'en est plus à l'enthousiasme de la "Révolution de velours" de la fin 1989. Le débat est vif en vue des élections législatives de juin prochain entre les partisans d'une politique "monétariste", groupés autour du ministre des finances Vaclav Klaus, admirateur de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher, et ceux qui mettent l'accent sur les réformes sociales comme je l'ai entendu de la part des dirigeants du Parti social-démocrate enfin reconstitué et auquel les sondages accordent 10% des suffrages, ce qui en ferait la deuxième formation du pays. L'une des difficultés qu'aura à régler la nouvelle Assemblée fédérale est celle des relations institutionnelles entre Tchèques et Slovaques, pomme de discorde que le président Vaclav Havel, malgré la popularité dont il dispose toujours tant en Bohême-Moravie qu'en Slovaquie, n'a pas encore réussi à surmonter. L'ancien ministre des Affaires étrangères de Dubcek, Jiri Hajek, qui fut l'un des porte-parole de la "Charte 77", me dit son optimisme quant à l'avenir de son pays, mais en insistant sur le rôle que pourrait jouer la France pour contribuer à relancer l'économie tchécoslovaque et ne pas la laisser aux mains des seuls industriels allemands. Je transmets le message.

5 mars

Dans son éditorial, "Le Figaro" accuse le pouvoir socialiste de faire "une ahurissante courte échelle" à Jean-Marie Le Pen. Après quoi il consacre deux pages entières (grand format) à la campagne du Front national ! Au demeurant, le débat sur la question de savoir qui fait de la publicité à Le Pen me paraît dépassé. L'important est de faire comprendre à ceux qui sont tentés de voter pour lui que son programme, comme le résume fort bien Jean Kaspar, c'est "l'apartheid, la faillite économique et la régression sociale".

7 mars

Le ministre des Affaires étrangères algérien Lakdar Brahimi, qui vient d'être reçu par François Mitterrand, Roland Dumas et Pierre Bérégovoy, m'explique que le souci des nouvelles autorités algériennes est de reprendre au plus vite -avant la fin de l'année, espère-t-il- le processus démocratique interrompu début janvier. Auparavant, il fallait briser le groupe dirigeant du FIS, ce qui est en bonne voie et, surtout, créer les conditions d'une relance économique, moyen le plus sûr pour détourner les jeunes des surenchères intégristes. L'échelonnement de la dette algérienne, qui vient d'être accepté par un consortium de banques piloté par le Crédit lyonnais, va permettre d'investir de l'argent frais auquel s'ajoutera l'aide promise par notre gouvernement pour encourager des industriels français à s'intéresser à l'Algérie. Après les nuages d'il y a quelques semaines, je constate avec satisfaction que les intérêts des deux pays se rejoignent à nouveau.

L'OBSESSIONNEL DEBAT

la légitimité de la gauche

Les Français méconnaissent leurs régions et ignorent même sous quel mode ils seront appelés à voter les 22 et 29 mars, telles sont les leçons des derniers sondages. D'où l'importance des arguments des socialistes et de leurs campagnes locales.



C'était à prévoir, la campagne des élections régionales et cantonales, qui avait commencé mezzo voce dans les départements, se poursuit sur le plan national à grands effets de micros.

Si la droite, l'extrême droite, et même les communistes ont intérêt à nationaliser les débats, ce n'est pas le cas du PS, qui doit mener campagne sur plusieurs fronts à la fois : départemental, régional et national. Les socialistes s'y attendaient et ne s'y dérobent pas. Cette ubiquité n'est pourtant pas facile à gérer par tous mais nécessaire, forcément nécessaire. D'abord parce que les élections ont vraiment pour fonction essentielle de remplacer les exécutifs dans les conseils régionaux et la moitié des conseils généraux. Il faut donc impérativement parler de leurs pouvoirs et de leurs bilans. En outre, dans un contexte de repli sur soi et sur sa vie quotidienne, les études sur l'abstentionnisme de gauche montrent que, si l'on veut amener ces électeurs aux urnes, c'est de questions locales qu'il faut leur parler plus que de grands sujets ("Vendredi" n°135 pp. 4 et 5). Tâche ingrate dans l'ambiance actuelle. Localement, les candidats se plaignent que les conférences de presse, les gestes militants, les débats sur l'avenir de leur sol et la gestion en place ne rencontrent que peu d'échos. Relativement plus facile apparaît la tâche des "éléphants" qui mènent à la fois campagne sur le terrain et argumentation du débat national. Encore faut-il nuancer cette impression. Lors du grand débat des "sept" sur TF1 la semaine dernière, Laurent Fabius fut le seul à aborder et tenter de développer le sujet, c'est-à-dire de la gestion des régions et des départements. A part, peut-être, Lalonde et Waechter par moments, les autres retombaient avec délice et perversité dans les vieilles ornières des débats éculés.

Les médias, qui gagnent aux affrontements de divas, poussent au grand spectacle et noient les discussions sur l'avenir local sous les grands débats entre personnalités nationales. La politique que l'on condamnait parce que trop éloignée des préoccupations des citoyens, revient avec ses anathèmes et ses excès. La répétition générale des législatives de 1993 est abusivement orchestrée et mise en scène avec d'autant plus de facilité qu'aucune élection n'a eu lieu depuis trois ans.

Que la droite ait intérêt à déstabiliser le gouvernement en lançant des arguments nationaux ne serait que bien naturel pour une opposition déjà vieille de dix ans et qui s'entredéchire consciencieusement. Cette attitude lui permet, au passage, de faire oublier que c'est elle le pouvoir en place depuis six ans dans dix-neuf régions sur vingt-deux et soixante-quinze des quatre-vingt-quinze départements de France métropolitaine. Voter dans les régions et les départements, comme nous y invite ce scrutin, consiste



• **CONSEILS REGIONAUX**

Scrutin de liste proportionnel à un tour et par département (chaque liste, dans chaque département, compte autant de candidats que de sièges à pourvoir). La répartition des sièges s'effectue (pour les listes ayant obtenu au moins 5% des suffrages exprimés) selon la règle de la plus forte moyenne.*

• **CONSEILS GENERAUX**

Scrutin majoritaire à deux tours, par canton. Pour être élu au premier tour, le candidat doit obtenir la majorité

◆ **LES SC**

Les Français éliront d et conseillers généraux (c selon deux modes d

absolue (et 25% des électeurs inscrits). Peuvent se maintenir, au second tour, les candidats ayant obtenu des suffrages représentant au moins 10% des inscrits. Le 22 mars, les électeurs déposeront donc, dans deux urnes différentes, une enveloppe orange (régionales) et une enveloppe bleue (cantonales). Le 29 mars, aura lieu seulement le second tour

donc à évaluer la gestion de la droite. C'est demander des comptes sur les soixante milliards, soit 1.300 F par habitant, qui sont dépensés par les régions pour des compétences aussi essentielles que l'enseignement et la formation, les transports, le développement économique, l'environnement, etc. Mis à part VGE, qui prend un plaisir non dissimulé à arpenter l'Auvergne, sans doute pour la première fois de son mandat de président... de région, la droite pousse au vote sanction contre les socialistes. Elle s'empresse de faire oublier ses bilans en portant le débat sur celui des gouvernements de gauche. Oubliant d'ailleurs que la décentralisation qu'elle voudrait voir s'accélérer est due à la gauche de 1981-1982, cette gauche idéologue et sectaire qu'elle injurie sur toutes les estrades mais qui a réalisé la réforme la plus révolutionnaire depuis Napoléon.

Impatiente et divisée, la droite brûle les étapes, elle demande de changer les équipes en place, sans remarquer que c'est elle qui se trouve visée ! Alain Juppé était-il crédible, jeudi 5 mars, sur TF1, en concluant l'émission par ces mots "l'alternance est dans dix mois"? Drôle de plaidoyer pour les régions et étrange argument contre l'abstention ! D'autant que, "nationalisant" la campagne, la droite républicaine rend un fier service à Le Pen pour qui les régionales ne sont qu'une étape sur le chemin qui mène à la présidentielle. Comment ne pas le croire ? Il l'affirme lui-même à longueur de meeting.

Tout aussi paradoxal et faux apparaît l'argument principal du RPR et de l'UDF qui tend à faire du PS le responsable du succès de l'extrême droite. Dominique Baudis, tout comme Jacques Chirac, ose soutenir et répéter : "Le Front National est le résultat de dix années de pouvoir socialiste." Rien n'est plus faux. Il ne suffit pas de faire remarquer que Le Pen n'avait pas pu réunir 500 signatures en 1981 pour être présent à la présidentielle et qu'il l'a fait sept ans plus tard pour convaincre que la gauche l'a aidé. D'abord parce que ce n'est quand même pas la gauche qui a signé ou fait signer pour lui. En outre, les partis d'extrême droite progressent partout en Europe, de la Belgique à l'Autriche et à l'Allemagne, quel que soit le gouvernement en place. La France subit ce phénomène plus gravement que ses voisins, car une partie de la droite a ouvertement pactisé avec l'extrême droite, même si elle s'en défend aujourd'hui. Pire, lors de la campagne des municipales de février-mars 1983, ses arguments, qui mêlaient slogans anti-immigrés et angoisse sécuritaire, ont préparé l'opinion à la banalisation des excès lepenistes.

Un peu de décence et de mémoire, messieurs de l'opposition. Le mardi 1er février 1983, lors du colloque organisé à Paris par le club de l'Horloge sur le thème "une stratégie municipale pour l'opposition", Jacques Toubon était accueilli par MM. Blot et Le Gallou, aujourd'hui membres à part entière du FN. Il y dénonçait "les dangers du socialisme municipal". "Dans les cinq dernières années, notait-il, les municipalités socialistes et communistes ont exercé une emprise idéologique et politique sur la population ; elles ont remis en cause une liberté fondamentale : la liberté de choisir." Rien de moins ! Cet argument de liberticide, la gauche l'entendit même de la bouche de la "modérée" Simone Veil. Sans compter les invectives des jeunes mousquetaires Longuet, Madelin et autres d'Aubert qui ne craignaient ni l'injure ni les dérapages verbaux. Et encore moins les alliances honteuses. Premiers résultats dès mars 1983, où la formation de Le Pen obtenait plus de 10% dans quatre villes. L'automne suivant, lors de la trop fameuse partielle de Dreux, le RPR choisit de faire liste commune au second tour avec le FN pour battre la gauche. Certes, une partie importante de la droite refusa cette attitude. Mais, dès 1984, aux élections européennes, Le Pen remporta 11% des suffrages des Français avant de se stabiliser aux législatives de 1986 avec 9,9%.

27 MARS, EPREUVE DE VERITE

L'extrême droite, dès lors, relève la tête et la France réactionnaire ressort ses phantasmes de la naphtaline où ils se cachaient honteusement depuis quarante ans. La "nouvelle droite" a ouvert le chemin aux révisionnistes de tout poil, les pétainistes et autres collaborateurs (une spécificité bien française de la dernière guerre qui fait hurler nos voisins néerlandais ou danois) réactivent leurs réseaux. Ils n'ont tous qu'une seule obsession, une seule phobie : la gauche, cette gauche qu'ils considèrent comme naturellement illégitime au pouvoir.

Faut-il rappeler ensuite les "valeurs communes" évoquées par Pasqua ou "l'invasion" réactualisée par Giscard dans le "Figaro magazine", toutes ces mains tendues à un électorat convoité ? Faut-il rappeler encore les alliances conclues en 1986 dans six régions et les six ans de gestion commune avec les élus du Front national qui privilégient la notion de préférence nationale ? Symbole peu glorieux, c'est Jacques Blanc, le président de Languedoc-Roussillon, celui qui ne cache pas ses liens avec le FN, que les autres présidents de région ont choisi de mettre à la tête de leur association...

Changement

Quelques faits glanés dans mes derniers déplacements à travers les régions et les départements.

- ***Picardie (majorité de droite et d'extrême droite) : budget annuel de propagande, 60 millions de francs ; coût d'un lycée, 60 millions.***
- ***Hauts-de-Seine (majorité de droite) : coût pour le département du projet Pasqua d'université privée, 1 milliard ; budget départemental annuel pour le développement social des quartiers, 1,5 million.***
- ***Rhône-Alpes (majorité de droite) : campagne de publicité pour le président de la région sur le thème de la réussite scolaire, 15 millions ; crédits pour le soutien aux élèves en difficulté, 7 millions.***

Les Français veulent que leur vie quotidienne -emploi, formation, environnement- change et ils souhaitent sanctionner, nous dit-on, les responsables. Soit. Mais alors, qu'on ne se trompe pas sur qui sanctionner.

Dix-neuf régions métropolitaines sur vingt-deux sont aujourd'hui dirigées par la droite, même chose pour les trois quarts des départements. Or, ce sont eux, précisément, qui sont en charge de la vie quotidienne. Le premier changement commence par là !

Laurent Fabius

RUTINS ◆

conseillers régionaux dans un canton sur deux), le scrutin différents.

pour les cantons en ballottage. Paris ne vote que le 22 mars.

Ces élections marquent la première étape du regroupement des élections locales limitant le nombre de dimanches électoraux (la multiplication des scrutins étant censée être un facteur d'abstentionnisme.) L'objectif est, à partir de 1998, une concomitance des régionales et des cantonales. Les conseillers généraux seront ainsi élus en totalité tous les six ans (comme les conseillers régionaux). La première étape de ce regroupement a consisté à allonger d'un an le mandat des conseillers généraux élus en mars 1985, tandis que la seconde consistera à écourter de deux ans le mandat des conseillers généraux qui, élus en 1994, seront renouvelés en 1998 avec l'autre moitié.

** Excepté pour l'assemblée de Corse, qui sera élue en deux tours dans le cadre régional.*

Aujourd'hui, une bonne partie de la droite affirme qu'elle a viré sa cuti et jure qu'elle ne s'alliera sous aucun prétexte au FN. Si elle tient parole, il nous faudra l'en féliciter.
Quoique qu'elle fasse, une partie du corps social français a réagi contre Le Pen, ses propositions régressives et inacceptables. Les manifestations de rue le prouvent avec succès. Ces expressions, souvent jeunes, sont réconfortantes pour la preuve qu'elles apportent de la force d'une France républicaine fière de ses valeurs et peu prête à les laisser salir.
Le soir du dimanche 22 mars, toutes les télés et radios ont prévu de rendre publics les résultats électoraux par ces grandes et interminables soirées dont elles ont le secret. Or, ce n'est sans doute pas le 22 mars que les enseignements les plus intéressants seront connus, mais le 27, jour de l'élection des présidents de conseils régionaux. Il est plus que probable, en effet, qu'aucun parti n'aura seul la majorité et que le jeu des alliances donnera une préfiguration de la scène politique de demain. Où se rangeront les écologistes, auront-ils une démarche uniforme sur l'ensemble du territoire ? L'inconnue n'est pas à gauche, mais bien dans la résistance que la droite opposera aux élus de l'extrême droite et dans la force de son républicanisme. L'avenir de nos régions en dépend, l'avenir du pays sans doute aussi.

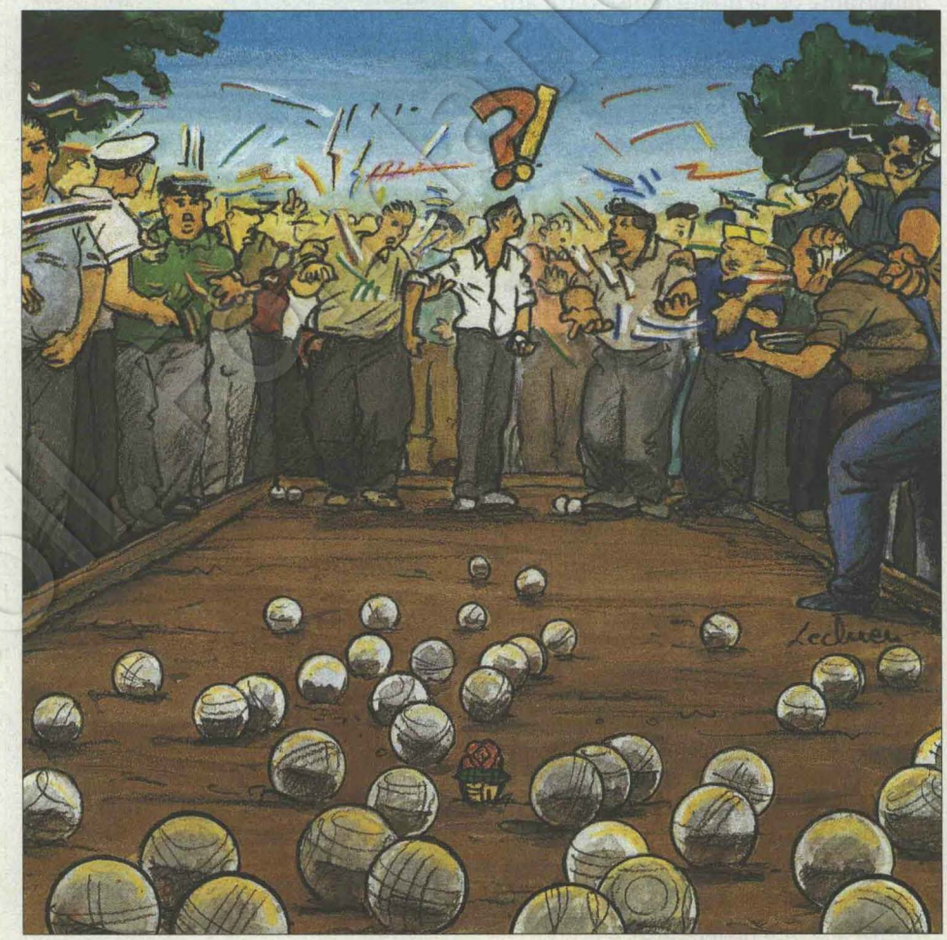
Lyne Cohen-Solal

CONTRE LE FRONT NATIONAL

effets et méfaits du silence ou de la diabolisation

Faire silence sur Le Pen ne fait que conforter sa banalisation. Mais faire de la politique un champ de désolation et du Front national l'exutoire de tout ce qui va mal n'est pas moins dangereux.

Tenir un discours adéquat sur le Front national n'est pas simple. On a dit, sur les raisons de son ascension, tout et le contraire de tout. Le seul point commun de ceux qui ne sont pas des partisans avoués ou inavoués du Front national (dont une bonne fraction de la droite classique : de Villiers, Poniatowski...), est leur hostilité affichée à Le Pen.
Journalistes, sociologues, hommes politiques se séparent en deux camps : les partisans de la publicité minimale et ceux qui prônent la dénonciation, voire la diabolisation. Mais passer sous silence la nocivité absolue de ses thèses, c'est s'exposer à voir détruite la dernière digue contre lui : le phénomène de rejet encore majoritaire qu'il provoque dans l'électorat français. Une majorité de Français pensent qu'il est un danger pour la démocratie. Combien seraient-ils, s'il n'y avait plus aucun discours qui le diabolise quand on sait que près d'un tiers partagent certaines de ses analyses, notamment sur l'immigration ?
Comme le souligne Guy Birenbaum (1), le jeu politique consiste à la fois à être accepté et différencié, ressemblant et spécifique. Le Pen n'a aucune difficulté à être original, certains s'ingéniant à le copier. Mais son extrémisme ne facilite pas la banalisation. A moins qu'on ne mette tout le monde politique dans le même sac. Discours ambiant, le "tout se vaut" fait des ravages partout.
A cet égard, le tir de barrage des médias sur Bernard Tapie à propos du terme de "salaud" est plus qu'une escroquerie intellectuelle. Tapie a beau provoquer dans la presse une sorte de réflexe pavlovien, en l'occurence, ce n'est pas lui, mais les journalistes, qui ont privilégié la forme sur le fond.
Par calcul, inconscience ou paresse -un certain retour aux sources s'imposerait-ils ont polarisé sur le terme "injurieux" et occulté le raisonnement pourtant pertinent : "On ne le battra pas en se contentant de dire que Le Pen est un salaud, mais pas ses électeurs, parce qu'ils souffrent et qu'on peut les comprendre. C'est parce qu'on déculpabilise ceux qui trouvent une bonne raison de voter pour lui qu'on a un Front national aussi fort. Car, si Le Pen est un salaud, ceux qui votent pour lui sont également des salauds."
On comprend pourquoi certains, sur le modèle des jumeaux de Thierry Saussez (la coïncidence qui fait paraître le livre dans la foulée est troublante), ont fondu sur l'équation Le Pen = Tapie : des petits malins pensaient, en stigmatisant deux "voyous" de la politique, favoriser le "respectable" Gaudin. Mais on comprend moins pourquoi ceux qui n'entrent pas dans ce calcul politique y ont sauté à pieds joints. Libre à chacun d'avoir sur Tapie son jugement. Mais il n'empêche que son discours sur le fond est à cent années-lumière de celui de Le Pen. Si le populisme se réduit à employer quelques mots de la rue, le concept en devient si mince et si élastique qu'il prête à tous les amalgames et les confusions.
L'exemple est significatif d'un mécanisme pervers du discours sur Le Pen. On commence par dire que la politique est un cloaque où s'agitent des personnages sinistres qui ne se distinguent pas en tout cas par l'estime qu'on peut leur porter. Mais le discours qui plonge tout le monde dans le même opprobre revient à



dire que Le Pen n'est pas pire que les autres. Et, en même temps qu'on relativise sa nocivité, on maximalise sa différence. En en faisant le réceptacle de tous les dysfonctionnements de la société, de toutes les misères sociales, de toutes les frustrations, on a remarquablement conforté le statut d'extraterritorialité par rapport à la politique dont il se pare.
Si on fait le compte de tous les événements, les affaires et les problèmes qui sont censés "profiter à Le Pen", on est presque étonné que toutes les victimes d'une société qu'on nous décrit comme étant celle du malheur généralisé ne l'aient pas encore rejoint ! Un homme politique a même, pour mieux accuser les socialistes, établi une corrélation entre la courbe du chômage et de l'insécurité et le vote Le Pen, comme s'il s'agissait d'un pur effet mécaniste. Il ne s'agit pas d'incriminer François Léotard, qui est sincèrement antilepeniste, mais de montrer les dangers d'un raisonnement qui tend à devenir le lieu commun de tout l'arc-en-ciel politique : faire du vote Le Pen une sorte de déterminisme social, une valeur refuge, une sorte de ventre maternel dans lequel on vient se lover. Quand on entend tous ces procureurs, dont aucun ne révèle sa recette miracle, dire qu'il ne faut pas s'attaquer à Le Pen mais à ses causes, on se dit parfois que "cet allô Le Pen, bobo" devient carrément suicidaire.

Bernard Chaouat

(1) "Le Front national en politique", Balland, 250 p., 105 F.

la force tranquille de Michel Delebarre



▲ *Homme de terrain et de contact, Michel Delebarre mène sa campagne tambour battant.*

Dans le Nord-Pas-de-Calais, on ne connaît pas la sinistrose. Les socialistes se sont mobilisés derrière Michel Delebarre qui fait une campagne de terrain sans se soucier de ses adversaires.



"Les militants savent nous engueuler mais, lorsqu'il faut se mettre en campagne, ils y vont. Sans état d'âme." Guy Allouche, sénateur du Nord, connaît bien ses troupes. Exigeantes, fermes dans leurs convictions, elles n'hésitent pas à malmener les cadres locaux du PS lorsque la politique gouvernementale les heurte. Mais, vis à vis de l'extérieur, elles serrent les rangs. Dans le Nord-Pas-de-Calais, c'est une question d'histoire et de tradition : la rudesse du militantisme n'a d'égale que sa fidélité. La sinistrose n'a donc guère de prise sur une base électorale qui n'a jamais bradé ses convictions face aux difficultés. Edith Cresson, Laurent Fabius, Michel Delebarre et Pierre Mauroy en ont eu la preuve, le 4 mars, lors du meeting organisé à Petite-Synthe, l'une des banlieues les plus populaires de Dunkerque. Accueillis au son des fanfares et des fifrelins par près de deux mille militants en liesse, ils se sont replongés, le temps d'une soirée, dans l'ambiance surchauffée des campagnes électorales du PS des années 70-80.
Au centre de la fête, l'hôte des lieux, Michel Delebarre, longuement ovationné par une foule qui arborait fièrement un pin's "Michel, président". Car, pour ces fidèles, il ne fait aucun doute que le maire de Dunkerque succèdera à Noël Josèphe à la tête de la région à l'issue du scrutin du 22 mars. "Ici, la liste socialiste, c'est aussi la liste Delebarre", constate Guy Allouche. Homme de terrain et de contact, volontiers gouailleur, Michel Delebarre mène sa campagne tambour battant et paie de sa personne en arpentant le Nord-Pas-de-Calais depuis plusieurs semaines... sans pour autant délaisser son ministère. "Je suis né dans cette région ; je la connais à fond, explique-t-il. Elle ne connaît que le travail et sait qu'elle doit être unie pour s'en sortir. Au cours de cette campagne, je témoigne de ce qui est en train de bouger dans le Nord-Pas-de-Calais. C'est un peu comme en religion. Il y a deux types d'ordres : les séculiers qui ont les pieds dans le siècle et font avancer les choses, et puis il existe aussi les contemplatifs, qui restent assis sur leur chaise et attendent que ça change." Autant dire que Michel Delebarre se situe parmi les premiers.

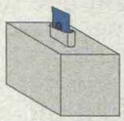
UN ROULEAU COMPRESSEUR

Centrant sa campagne sur cinq thèmes (la formation, l'emploi, l'environnement, l'aménagement et la culture), il assume sans complexe les bilans régionaux et nationaux de la gauche : "Notre gouvernement a décidé la création de deux universités nouvelles dans le Nord-Pas-de-Calais, du tunnel sous la Manche, du TGV. La région, par exemple, a amélioré le réseau ferroviaire, construit onze lycées et en a mis autant en chantier. Je ne me plains vraiment pas d'avoir à défendre ces bilans-là." Mais Michel Delebarre fixe aussi des objectifs pour un "Nord plus fort" : l'Europe, des efforts en matière de culture et d'éducation pour la région la plus jeune de France, l'aménagement du littoral, des perspectives nouvelles pour les ports. Car l'avenir du Nord passe aussi par la modernisation. Aux dockers qui manifestaient à Dunkerque lors du meeting d'Edith Cresson, le chef de file des socialistes a lancé : "Il faut oser évoluer pour pouvoir gagner le combat pour l'emploi."
Fort de sa dimension nationale, mais aussi de son ancrage local, Michel Delebarre avance dans cette campagne comme un rouleau compresseur et incarne une version moderne de la "force tranquille". Ses adversaires ? Il n'en a cure. Il a choisi de les ignorer. Débattre avec eux ne servirait qu'à les valoriser. Le médiatique J.-L. Borloo ? Michel Delebarre l'exécute en une formule définitive : "Je suis assez surpris de voir des gens critiquer les socialistes après avoir demandé à entrer dans leur gouvernement." Il n'est pas plus tendre à l'encontre de C. Lang, l'austère secrétaire général du Front national : "Il n'est pas de cette région. Je ne vais pas faire un martyr de ce zozo. Il n'y aura pas de campagne entre lui et moi." Quant à J. Legendre, qui se présente sous la bannière RPR-UDF, il est classé parmi les "grands diseux et petits faiseux". En fait,

pour Michel Delebarre, le principal adversaire est l'abstention : "S'abstenir, c'est confier son avenir à d'autres, à toutes les incertitudes, à toutes les aventures." Mais il met en garde aussi les électeurs de sa région contre l'ambiguïté de la démarche des écologistes et des partisans de Jean-Louis Borloo : "Les responsables de ces listes n'ont pas encore fait le choix du président de région qu'ils soutiendront. Pour leur électorat, il y a un risque de tromperie majeur."
En revanche, avec Michel Delebarre, la gauche sait où elle va. Elle a trouvé un chef de file qui devrait permettre à la région Nord-Pas-de-Calais de poursuivre sa modernisation sans perdre son âme.

Jean-Pierre Bedeï

LES CANTONALES AUSSI



"Parce que la politique ne mérite pas ce qu'elle vit..."

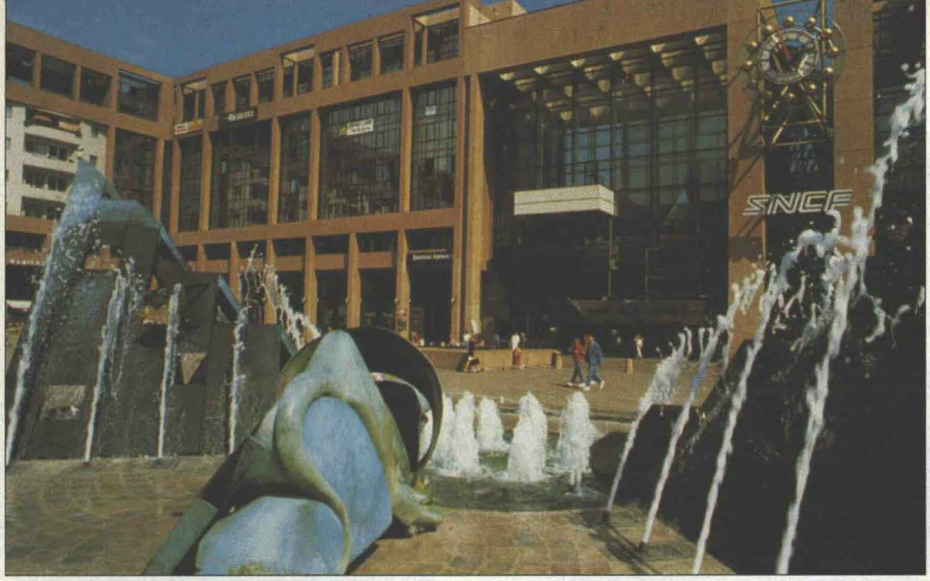
Le 22 mars, on votera également pour désigner la moitié des conseillers généraux. Avec un éventuel second tour, le 29. Des centaines de candidats sont en pleine campagne électorale. Novice, Sylvie Robert se présente dans un canton de Rennes et a décidé d'aller rencontrer les gens.

"Bonsoir, je m'appelle Sylvie Robert. Je suis conseillère municipale et candidate au conseil général." La jeune femme, 28 ans, est plantée sur le seuil. Une vague odeur de soupe flotte. Ce soir encore, elle a revêtu son habit de campagne : un manteau court, orangé, cousu de roses en tissu. Une queue de cheval, des frisettes blondes. Et ce grain de beauté, sur la pommette gauche, qui tangue au gré de ses mimiques. Figé pour l'instant. La seconde d'attente. Beaucoup d'incertitude et une once de crainte. Qui est derrière ?
Depuis le 15 février, Sylvie Robert fait du porte-à-porte, tous les soirs de 17 h 30 à 19 h 30. Quand le doigt a pressé la sonnette, tous les scénarios sont possibles. Cette fois, la porte s'est entrebaillée sur un visage de femme. Dire qu'on y lit la méfiance serait faible. L'hostilité. Sylvie n'est pas la bienvenue. Elle commence malgré tout son laïus. La dame n'est pas disposée à l'entendre. "Les élections, jusque-là", tempête-t-elle, en portant la main au-dessus de son front. Et débite, comme une litanie, la liste des aigreurs rentrées. Elle en veut au monde entier. Et d'abord au projet de métro Val de la municipalité rennaise, où Sylvie est chargée des relations internationales depuis 1989. Qui va payer ? Et de réclamer un référendum : on n'est pas en dictature ! Sylvie tente d'en placer une ou deux. Assène ses arguments au rythme de la pensée de la dame, pour le moins vagabonde. Explique pourquoi le Val (si, si, il sera silencieux parce que enterré) a été préféré au tramway... On en vient à la cantine du fiston, au lycée. "C'est la région. On va les sacquer !" Le visage de la dame s'est adouci. Sylvie rappelle où et quand on peut la voir. "Je viendrai, dit son interlocutrice, je ne veux pas voter n'importe quoi." Dans les yeux de Sylvie, l'étincelle de la victoire. La grâce.
"Il ne faut pas avoir peur des gens." Elle a choisi d'aller les surprendre dans leurs chaussons et de porter ses convictions sur leur palier. Avec une détermination mêlée d'angoisse. Le dialogue n'est pas toujours fructueux. Celui-là se contente de saisir poliment le papier qu'elle lui tend -photo en recto, argumentaire en verso. Cette vieille dame se désole de ne pouvoir voter. "Il faut faire votre transfert, insiste Sylvie, pour l'année prochaine." Certains ne cachent pas leurs humeurs, comme ce monsieur au crâne chauve qui, avec un sourire condescendant, remercie Sylvie à sa façon : "Moi, je ne voterai pas pour vous. Je ne suis pas un homme de gauche et ne le serai jamais." Et salue l'impudente d'un "Au revoir, Mademoiselle, et vive la République !" Le plus souvent, les gens sont épatés : "Vous faites ça avec tout le monde ? Et vous travaillez ?"
Sylvie Robert, femme politique, pense avoir des comptes à rendre à des individus qui, parfois, oublient d'être des citoyens. "J'y vais en toute simplicité, en toute humilité... Et là, on se rend compte que tout n'est pas perdu. On a des choses à leur dire." Même pendant "la période pas marrante", elle n'a pas craint de brandir son étiquette socialiste. "Parce que la politique ne mérite pas ce qu'elle vit... Ce qui est magnifique, c'est de se battre pour l'intérêt général." Allez savoir pourquoi, quand elle dit cela, on la croit. Peut-être à cause d'un regard noisette qui ne saurait mentir, d'une sincérité dans le sourire, qui vient du fond du cœur.
Il est 19 h 45. Sylvie fatigue. Elle en bafouille. "On rentre. D'ailleurs, il est tard, maintenant, les gens vont dîner. On les dérangerait." Elle recommencera demain. Avec ses fidèles supporters. Des militants de 20 ans qui se bousculent pour la suivre. Comme Christophe, un grand échalas à lunettes, qu'elle a convaincu d'aller à la bataille dans un canton rural. Les plus anciens ne sont pas en reste, regonflés, retrouvant avec elle les sources d'un militantisme actif.
"Une campagne au feeling", comme elle dit. Un samedi à 9 h, elle visite une déchetterie avec quelques habitants du canton. Puis s'en va animer, "un point rencontre", devant un supermarché du quartier, sur la dalle, en plein courant d'air. Elle parle mais, d'abord, elle écoute. Le contact n'est pas seulement un mot. Spontanément, elle touche une épaule, prend un bras, serre une main.
Et pourtant, cette campagne est, sauf extraordinaire, un combat perdu d'avance. Pour l'honneur. Son principal adversaire est un apparatchik de 60 ans, député. Fils d'H. Fréville, prédecesseur du maire, Edmond Hervé. "Il considère qu'on ne joue pas dans la même cour. Moi, je n'ai pas de nom, je suis obligée de payer de ma personne. Je suis vulnérable parce que exposée. C'est la campagne la plus dure, la plus formatrice et la plus enrichissante que l'on puisse imaginer." Elle a accepté le défi parce qu'il n'y avait pas de mandat à la clef. Il lui semblait difficile de mener de front une vie politique surchargée, professionnelle et personnelle.
Sylvie se mariera le 11 avril. Les bans ont été publiés avec un mois de retard. Pas le temps. Quant à sa robe de cérémonie, il lui suffira bien d'une semaine pour s'en occuper... Après les élections.

M.T.

▼ *A droite, Sylvie Robert : "C'est la campagne la plus dure, la plus formatrice et la plus enrichissante que l'on puisse imaginer."*





POLITIQUE DE LA VILLE

une tirelire d'urgence pour les associations

Le Comité interministériel à la ville a décidé, le 3 mars, de consacrer 1% des sommes dépensées par l'Etat dans les quartiers à des projets émanant d'associations locales. Illustration dans le Val-de-Marne.

Même cri dans les banlieues qui s'enflamment : "Notre cité pourrie, c'est la zone. Y'a rien pour les jeunes !" Et pourtant, quelques milliers de francs suffisent parfois à ouvrir une salle de réunion, à lancer un atelier, à permettre à un groupe d'organiser un séjour de vacances. Mais si l'argent donne du nerf à la politique de la ville, encore faut-il que les subventions consenties par l'Etat redescendent dans les quartiers défavorisés au moment où les besoins s'expriment. Et pas trois mois après la bagarre. Ainsi, le Comité interministériel à la ville (CIV) a décidé de consacrer 1% des sommes dépensées par l'Etat dans les quartiers à des projets émanant d'associations locales. Et, surtout, de simplifier à l'extrême des mesures administratives encore bien trop longues.

"Déjà, par un système de régie d'avances mis en place dans le cadre du plan d'urgence été pour les banlieues, des microprojets ont pu être réalisés dans de bonnes conditions, rappelle Alain Le Ravallec, l'un des treize sous-préfets Ville. Dans des délais très brefs, nous pouvions mettre des fonds à la disposition des petites associations ou des groupes informels qui en avaient fait la demande."

Dans son département, le Val-de- Marne, les 400.000 F de l'enveloppe ont permis de donner un coup de pouce à une soixantaine de projets. Chacun d'entre eux a reçu 7.000 F en moyenne, versés une quinzaine de jours après étude du dossier par la direction départementale de la Jeunesse et des Sports. Record de la procédure : une semaine. Avec cette petite somme qui venait compléter leur pactole, des jeunes sont partis explorer l'île de Ré, quelques-uns les Etats-Unis, une jeune fille a participé à un stage de gymnastique en Italie... Et des dossiers ont continué d'affluer sur le bureau du sous-préfet jusqu'au mois de novembre dernier. Grâce à cette politique, combinée à d'autres opérations, l'orage que chacun prévoyait cet été n'a pas éclaté dans les banlieues.

Cette fois-ci, ce 1% n'est pas destiné aux seuls jeunes, mais à l'ensemble des habitants des quartiers. Avec un budget départemental de 15 MF pour la politique de la ville, Alain Le Ravallec aura donc à sa disposition une régie d'avances d'un montant de 150 000 F. "Mais il faut ajouter à cette somme des crédits de droit commun comme les conventions formation-insertion ou les conventions pour l'emploi. Dans les faits, les associations auront beaucoup plus d'argent qu'auparavant." Avant tout, cette tirelire d'urgence doit permettre aux groupes qui n'ont pas l'habitude de jongler avec les subventions et qui n'ont pas de trésorerie, de lancer leur initiative en temps réel. En attendant, comme le CIV le recommande, que des conseils de quartiers décident quels projets soutenir, le sous-préfet Ville devra donc dispenser ses coups de pouce aux cités encore oubliées.

Claude Lesaulnier

■ LA PARTICIPATION ■ CONTRE L'EXCLUSION

Le train de mesures du Comité interministériel des villes et du développement social urbain s'inscrit dans la logique de la politique de participation démocratique et de lutte contre l'exclusion.

Dans la conférence de presse qu'il a tenue avec le premier ministre, Edith Cresson, le ministre de la Ville, Michel Delebarre, a rappelé le caractère concret de cette politique. "Les habitants des cités sont plus soucieux aujourd'hui de voir leur vie quotidienne réellement améliorée ("du concret") et aidée dans ce qu'elle a de permanent ("du durable") que d'entendre des proposition spectaculaires qui ne se réaliseront pas."

Certaines dispositions ne sont pas nouvelles. Le fait qu'elles soient poursuivies souligne leur nécessité. L'un des grands axes, l'amélioration des services publics, se concrétise : le renforcement de l'îlotage (quarante quartiers difficiles devraient en être pourvus au début de 1993), les dix nouvelles maisons de justice s'ajoutant aux quinze existantes et des opérations préventives à destination des jeunes comme les "opérations été" ou les "opérations école ouverte lors des congés scolaires" qui ont fait la preuve de leur utilité -la chronique de la violence annoncée dans les médias a été entravée- sont reconduites.

Outre le 1% des sommes dépensées par l'Etat au titre du développement social urbain, attribué à des associations locales d'habitants qui pourront, comme les subventions, parvenir rapidement à leurs destinataires, mesure à laquelle nous consacrons un article, le Comité interministériel a annoncé les quatre contrats ville-Etat qui étaient prêts à la signature -Lyon, Toulouse, le Mantois (Yvelines) et l'ensemble des villes de Seine-Saint-Denis- et le lancement de six nouveaux contrats expérimentaux : Anzin-Valenciennes, Nantes, Mulhouse, Lens-Liévin, Fort-de-France, Nouméa.

B.C.

les dés pipés de l'orientation

A méditer au moment de remplir les fiches d'orientation : ce n'est pas la seule valeur scolaire des élèves qui décide de leur orientation. Elle est largement fonction du collège. Démonstration par Marie Duru (1).

Les performances scolaires, affirmez-vous, ne sont pas seules à jouer dans l'orientation des enfants. D'autres facteurs interviennent qui accentuent les inégalités sociales de carrière scolaire. Lesquels ?

La plupart des gens imaginent que l'orientation de leurs enfants se fait en fonction de leur valeur scolaire. Ce n'est que très partiellement vrai. D'autres paramètres interviennent. A niveau égal, des caractéristiques individuelles,



comme le sexe ou l'origine sociale, influent sur les choix. Surtout, l'établissement joue un rôle déterminant. Les différences d'orientation sont considérables : selon le collège fréquenté, le taux de passage en seconde varie de 27% à 87%. Nous avions relevé les mêmes distorsions, voilà quatre ans, en fin de 5e : pour un élève de 12 ans, fils d'employé, ayant 10 de moyenne, la probabilité d'entrer en 4e passait de 48% à 95% !

Pour quels types d'élèves l'effet établissement est-il le plus sensible ?
Pour les élèves moyens ou moyens faibles. Il est beaucoup plus discret pour les plus faibles et quasiment inexistant pour les bons qui réussiront quel que soit leur lieu de scolarisation.
Plus précisément, c'est pour les élèves moyens de milieux populaires que l'établissement fréquenté joue un rôle décisif. Les collèges se constituent des normes de groupe. Dans ceux qui accueillent un public aisé, le destin scolaire le plus fréquent est la poursuite d'études longues. Pour ceux scolarisant des enfants moins favorisés, la norme est d'opter pour des études courtes. Alors que, dans les milieux instruits, l'élève moyen tente sa chance, il rabat fortement ses ambitions dans les milieux populaires. C'est vrai en fin de 5e, de 3e mais aussi à l'entrée dans l'enseignement supérieur où les bacheliers C auront besoin d'une mention plus élevée que leurs camarades, fils de cadres, pour oser demander une classe préparatoire.
L'ambition des familles joue un rôle décisif dans le parcours scolaire et les établissements reflètent le degré d'ambition des couches sociales qu'ils accueillent. Nous avions ainsi comparé deux collèges, l'un qui comptait 30% d'élèves de milieux populaires, l'autre 50%. Dans le premier, un enfant d'ouvrier avait 84% de chances de passer en 4e, mais seulement 66% dans le second.

Quel rôle jouent les enseignants dans ce processus ?
Assez faible. Les conseils de classe entérinent le plus souvent, et de plus en plus, les demandes des familles.

La taille du collège intervient également...
Les gros collèges, plus encore les collèges rattachés à un lycée, sont beaucoup plus coulants que les petits collèges de banlieue, eux-mêmes plus souples que les collèges ruraux. Plus le collège est éloigné de l'univers du lycée, moins il a tendance à y envoyer ses élèves. Se perpétuent là les comportements des instituteurs d'autrefois qui envoyaient leurs élèves dans le CEG voisin plutôt qu'au lycée de la ville de peur qu'ils s'y sentent perdus.

Avez-vous observé des évolutions ces dernières années ?
Le poids des familles s'est accru. D'une manière générale, le système a tendance à moins résister aux usagers. Ce qui ne peut que creuser les inégalités sociales, les familles favorisées utilisant mieux le système que les autres. Cette évolution est d'autant plus inquiétante que les établissements ont de plus en plus de pouvoir. En revanche, les évaluations nationales en 6e et seconde, mises en place par Lionel Jospin, sont très positives. Ces épreuves communes à tous les élèves pourraient servir de garde-fous et permettre une orientation sur des critères nationaux. A condition qu'on les prenne en compte.

Patricia Jaffray

(1) Sociologue à l'IREDU de Dijon.
Etude à paraître sur l'orientation en fin de 3e.
Sur l'orientation en fin de 5e,
"Le Déroulement de la scolarité au collège : le contexte fait des différences",
par Marie Duru et Alain Mingat,
in "Revue française de sociologie", oct.-déc. 1988.

■ 8 MARS ■
DES MESURES POUR LES FEMMES

Une permanence téléphonique nationale pour les femmes victimes de violences sera mise en place à partir du 1er juin. Telle est la première mesure annoncée par Véronique Néiertz, secrétaire d'Etat aux droits des femmes, à l'occasion de la journée internationale des femmes, le 8 mars.
Autres mesures : une campagne à destination des jeunes sur la contraception, qui démarrera à la mi-mai. Un projet de loi sur le harcèlement sexuel sera présenté au Parlement dès la session de printemps.

BREF... EN BREF... EN

■ **Erap vend 2,3% du capital d'Elf Aquitaine. Cette opération, qui prend la forme d'une offre publique de vente et porte sur 5.780.000 actions (360 F l'une), avait été annoncée en novembre dernier.**

■ Le secteur du commerce -gros, détail, intermédiaires- représente 523.000 entreprises (le quart du total) et 2.675.000 emplois, soit 12% de la population ayant un emploi. Sa part dans la valeur ajoutée est de 12%.

■ **La croissance de la dette publique s'est ralentie en 1989 et 1990 : elle était, cette année-là, de 1.782 milliards. Mais la réduction du déficit budgétaire n'a pas empêché la charge des intérêts de croître à un rythme soutenu : 16,64 en 1989, 18,11% en 1990.**

■ Le ralentissement de l'investissement immobilier serait le premier responsable du net recul du taux d'épargne des ménages depuis 1974. La diminution de l'épargne liquide est allée de pair avec la croissance des assurances ou des titres de placement collectif en valeurs mobilières.

■ **En 1991, quatre cadres sur dix ont eu une augmentation individuelle de salaire, un sur trois a bénéficié d'un entretien d'évaluation. D'après cette enquête de l'Association pour l'emploi des cadres, 12% sont employés dans des entreprises qui ont opéré des licenciements collectifs et près d'un sur cinq estime son emploi menacé à court terme.**

■ Le gène responsable du diabète non insulino-dépendant vient d'être localisé. Cette découverte, faite par le Centre d'études du polymorphisme humain (CEPH) avec l'aide de 200 familles diabétiques volontaires, permettra le dépistage de sujets prédisposés et la prévention de la maladie. Le diabète sucré touche 1,8 à 2 millions de personnes en France.

■ **2.558.735 enfants sont scolarisés dans les écoles maternelles cette année et 4.028.008 dans les écoles primaires. Stables pour les tout petits, les effectifs sont en diminution de 34.238 élèves en primaire. 99,5% des trois ans sont scolarisés en 1991-1992 contre 98,2% en 1990-1991.**

■ Semaine nationale d'éducation contre le racisme, du 30 mars au 4 avril, à l'appel de la FEN, des parents d'élèves de la FCPE, des lycéens de la FIDL, des étudiants de l'UNEF-ID, de la LICRA, de la Ligue des droits de l'homme, du MRAP et de SOS-Racisme. Expositions, films, matériels sont à la disposition des enseignants et des jeunes intéressés.

■ **Réforme des lycées, mode d'emploi : un document expliquant la rénovation pédagogique vient d'être envoyé à tous les enseignants concernés. La réforme entrera en vigueur à la rentrée prochaine, en seconde.**

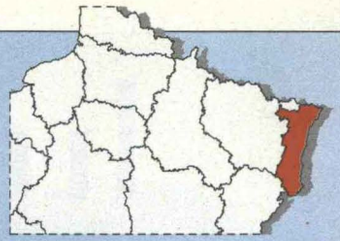
■ 1.068.000 personnes étaient rémunérées par le ministère de l'Education nationale, le 1er janvier 1991, dont 72% d'enseignants. 62% de ces fonctionnaires sont des femmes.

DOSSIER

Elections régionales et premier tour des cantonales dans une semaine.

Fin du panorama politique, région par région.

Aujourd'hui, Alsace, Bourgogne, Centre, Ile-de-France.



ALSACE

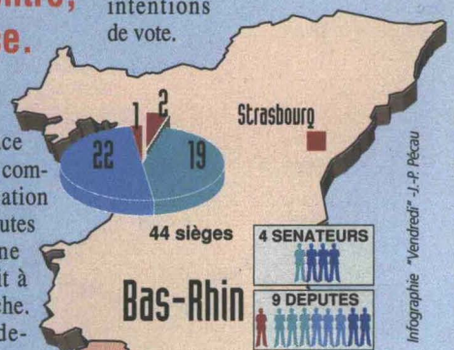
Dans ses terres d'Alsace, la démocratie-chrétienne est fatiguée. Résultat : Le Pen et les Verts se partagent les dépouilles. La gauche, présente dans les villes, attend son heure.

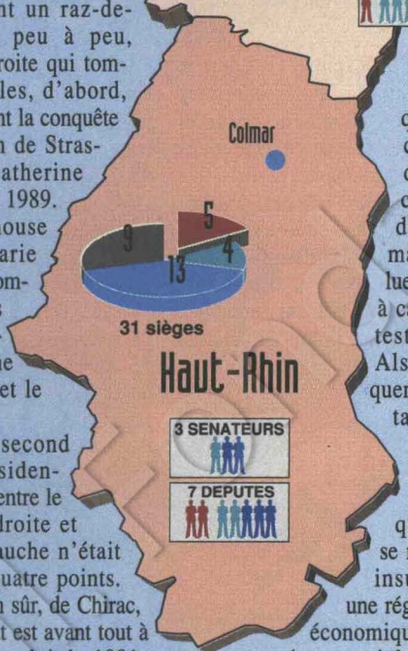
La Bretagne et l'Alsace n'ont pas simplement en commun une même revendication régionaliste. Elles sont toutes deux des terres d'origine démocrate-chrétienne petit à petit gagnées par la gauche. Pas forcément un raz-de-marée mais, peu à peu, des fiefs de droite qui tombent. Des villes, d'abord, avec notamment la conquête de haute main de Strasbourg par Catherine Trautmann en 1989. Puis de Mulhouse par Jean-Marie Bockel et de nombreuses autres villes d'importance moyenne dans le Haut et le Bas-Rhin.

En 1988, au second tour des présidentielles, l'écart entre le candidat de droite et celui de la gauche n'était plus que de quatre points. En faveur, bien sûr, de Chirac, mais ce résultat est avant tout à rapprocher de celui de 1981 : Giscard d'Estaing devançait alors son adversaire de dix points et il obtenait ses meilleurs pourcentages dans cette région. Autant dire que l'Alsace était encore, il y a dix ans, un bastion de droite.

Certes, la coalition RPR-UDF est largement majoritaire au sein des deux conseils généraux et du conseil régional, mais ses positions s'effritent et l'Alsace tout entière semble se mettre au diapason du reste du pays. Ici aussi, la bipolarisation a vécu et l'émiettement électoral régit la vie politique. Avec un double phénomène : la montée de l'extrême droite et celle des écologistes.

En terre alsacienne, Le Pen a obtenu, à la dernière élection présidentielle, 22% des voix, avec des pointes de plus de 30% dans certaines zones. Pour le 22 mars, ses listes sont créditées de 16% des intentions de vote.





Un résultat qui, s'il se confirmait, devrait empêcher la droite d'obtenir la majorité absolue. Par ce vote à caractère protestataire, les Alsaciens marquent d'une certaine manière leur rejet d'un personnel centriste qui n'a su ni se renouveler ni insuffler dans une région, pourtant économiquement épargnée, un réel renouveau.

D'ailleurs, c'est divisée que la droite se présente devant les électeurs dans le Bas-Rhin. Comme un aveu d'impuissance à arbitrer entre les différentes générations de notables qui la composent. La nomination récente par Alain Poher de Marcel Rudloff, l'ancien maire de Strasbourg, au Conseil constitutionnel n'a d'autre but que de permettre aux dauphins de se répartir les dépouilles de l'héritage.

L'Alsace est aussi le fief d'Antoine Waechter, et l'écologie une composante de l'identité régionale avec, notamment, un détournement de la revendication régionaliste, affublée d'une connotation souvent passéiste. Voire réactionnaire.

Mais c'est aussi ici que l'autre composante du mouvement écologiste a pris son essort : à Fessenheim, en 1977, à l'occasion des luttes antinucléaire. La tradition est donc ancienne, pour une large part issue des mouvements sociaux post-soixante-huitards.

Résultat, le Parti socialiste, dont les listes sont emmenées par Gilbert Estève et Jean-Marie Bockel, devrait pâtir de cette concurrence nouvelle. Et la lancée de la gauche connaître une sorte de pause. Restera à Antoine Waechter, au lendemain du scrutin, à préciser sa stratégie du ni gauche ni droite.

P.N.

De haut en bas : Gilbert Estève (BAS-RHIN) ; Jean-Marie Bockel (HAUT-RHIN).

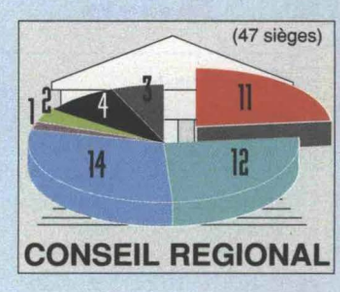






▲ *Soultzmatt (Haut-Rhin).*

Source : INSEE	BAS-RHIN	HAUT-RHIN	REGION
Population (habitants)	953.053	671.319	1.624.372
Variation recensement 1982→1990	+ 4,08 %	+ 3,22 %	+ 3,72 %
PIB / habitant en F (France : 108.700)	115.700	106.100	111.700
Chômage 4e trim. 1991 (France : 9,8 %)	5,6 %	4,9 %	5,3 %



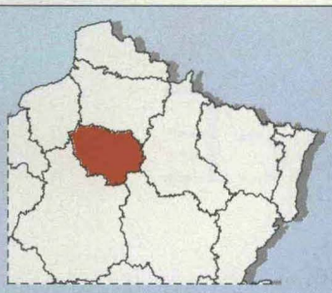









ILE-DE-FRA



Bataille de chefs à droite, alors que le Parti socialiste essaye de remonter un courant national qui a plus d'importance dans la région Ile-de-France qu'ailleurs...

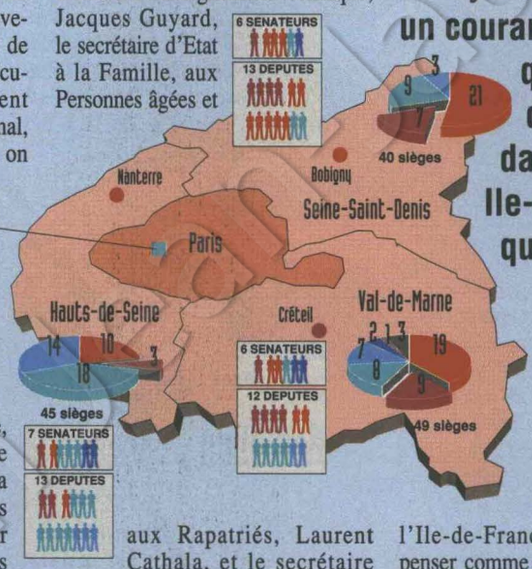
Qui sera le prochain président de la région Ile-de-France ? La question divise profondément la droite. On sait déjà que ce ne sera plus l'actuel, P.-C. Krieg, obligé de jeter l'éponge pour manque de charisme et de notoriété. Mais les candidats à sa succession ne manquent pas. Son prédécesseur, M. Giraud, a envie de faire son retour et le numéro deux dans l'ordre chiraquien, le secrétaire général du RPR, A. Juppé, de se tailler un fief à sa mesure avant de briguer, le moment venu, d'autres successions. Quant à cet autre aspirant qu'est l'UDF J.-P. Fourcade, il a beau mettre en relief son titre d'ancien ministre des Finances, cela ne lui suffira sans doute pas pour entamer l'hégémonie RPR sur la région. L'UDF a certes plus de présidences de conseils généraux que le RPR (trois contre deux, les deux autres étant communistes) mais les deux grandes ombres planant sur Paris (J. Chirac) et les Hauts-de-Seine (C. Pasqua) ne laissent guère de soleil pour leurs alliés. Avec sept têtes de liste sur les huit départements de l'Ile-de-France (la seule exception UDF est le Val-d'Oise), le RPR se taille la part du lion.

Au fil des intrigues qui se nouent et se dénouent dans cette folle course à la présidence, C. Pasqua, soutenant aux dernières nouvelles... Alain Juppé, il y aura au moins une chose que la droite réunie se sera empressée de faire disparaître : son bilan. Et une autre dont elle ne parle qu'avec parcimonie : l'avenir. La première des vingt-deux régions métropolitaines (un cinquième de la population nationale) mériterait mieux que les sempiternels mouvements de menton de Pasqua et de Pandraud sur le thème de l'insécurité. La droite a manifestement du mal à se départir d'un régional, voire d'un local-égoïsme, dont on a pu mesurer l'ampleur dans le débat d'orientation sur la ville, qui favorise développement anarchique, asphyxie et, en fin de compte, mal-vivre des habitants.

"L'originalité de l'Ile-de-France, constate Jacques Guyard, tête de liste dans l'Essonne, est d'être la seule région où l'on passe plus d'une heure par jour pour aller travailler." La campagne des socialistes, menée très tôt, qui accompagnait le grand chantier ouvert par Michel Rocard et le lancement de la révision du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU), s'est concentrée logiquement sur deux thèmes : énergie et solidarité. Et deux priorités : le logement et les transports en commun.

Joignant la pratique et le discours, les socialistes utilisent beaucoup de moyens de locomotion : bus-forum ou péniche où se sont retrouvées avec le premier secrétaire du PS, Laurent Fabius, les têtes de liste des huit départements de la région. Ils insistent sur l'absence de vision d'ensemble et de détermination de la droite. "On a fait la décentralisation, mais la région n'assume pas ses compétences", affirme-t-on au collectif de campagne parisien. "La région a maintenant de vrais pouvoirs mais la nôtre s'en sert mal", a déclaré Michel Rocard à Pavillons-sous-Bois, lors d'une réunion de soutien des candidats de Seine-Saint-Denis.

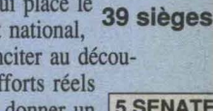
Pour redonner "un nouveau souffle à la région", le Parti socialiste a un atout par rapport à la droite : d'être uni autour d'un seul candidat à la présidence, le ministre délégué à la Justice, Michel Sapin. Des listes, avec à leur tête, des poids lourds du Parti, dont pas moins de cinq ministres du gouvernement Cresson, outre Michel Sapin, le ministre de la Défense, Pierre Joxe, le secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique, Jacques Guyard, le secrétaire d'Etat à la Famille, aux Personnes âgées et aux Rapatriés, Laurent Cathala, et le secrétaire d'Etat au Logement, Marcel Debarge. Et la particularité, dans certains départements, de faire une part équitable aux femmes; la palme revenant à l'Essonne avec 50% parmi les éligibles dont trois dans les six premiers de la liste et aux Hauts-de-Seine 40% sur l'ensemble de la liste. Mais il doit affronter un double handicap : la difficulté de l'Ile-de-France à se penser comme région, jointe au mauvais climat national. Les électeurs de la région parisienne ont l'habitude d'accentuer les grandes tendances nationales et l'on sait aujourd'hui qu'elles ne jouent pas en faveur des socialistes. Le sondage BVA, qui place le PS derrière le Front national, aurait d'autant pu inciter au découragement que les efforts réels des socialistes pour donner un projet à la région ne paraissaient pas payants. Mais, au fil du lancement d'une campagne de terrain, les socialistes reprennent espoir. Les meetings qui se succèdent font apparaître une réelle mobilisation qui se traduit par des salles pleines et



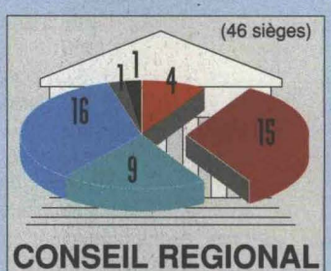


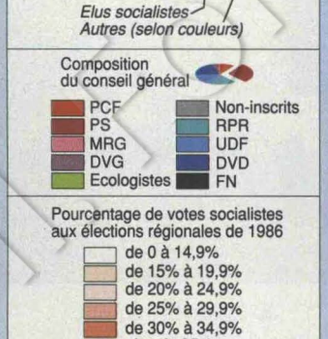








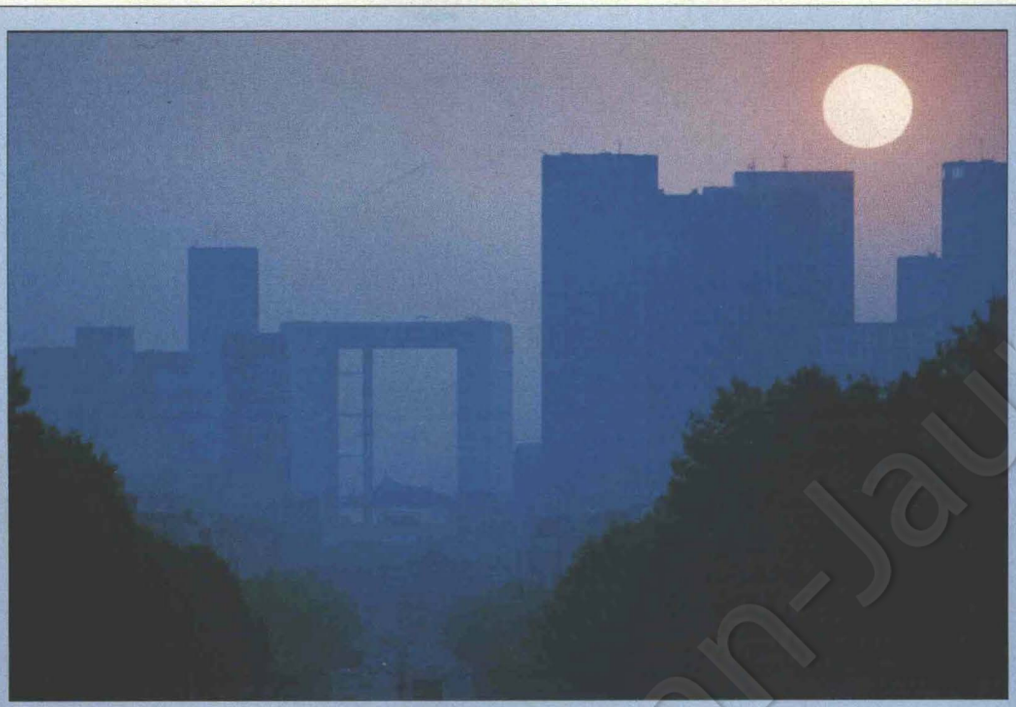




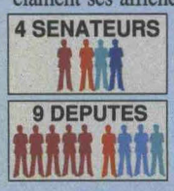
◀ *De haut en bas :*
Jacques Guyard (ESSONNE) ;
Michel Sapin (HAUTS-DE-SEINE) ;
Pierre Joxe (PARIS) ;
Yannick Bodin (SEINE-ET-MARNE) ;
Marcel Debarge (SEINE-SAINT-DENIS) ;
Manuel Valls (VAL-D'OISE) ;
Laurent Cathala (VAL-DE-MARNE) ;
Jean Le Gars (YVELINES).

Source : INSEE	ESSONNE	HAUTS-DE-SEINE	PARIS	SEINE-ET-MARN
Population (habitants)	1.084.824	1.391.658	2.152.423	1.078.16
Variation recensement 1982→1990	+ 9,80 %	+ 0,33 %	- 1,09 %	+ 21,54 %
PIB / habitant en F (France : 108.700)	100.100	249.600	316.600	93.700
Chômage 3e trim. 1991 (France : 9,6 %)	5,7 %	6,8 %	11,4 %	7,0 %

ANCE



chaleureuses. 300 au Plessis-Robinson, 600 à Palaiseau avec Michel Rocard, 1.200 à l'imposant meeting de Créteil, avec Edith Cresson et Laurent Fabius, où le bilan de la gauche était valorisé sans complexe. Résultat d'autant plus méritoire que la campagne bien plus nationale que régionale menée par les autres formations fait du Parti socialiste la cible de tous. Le Parti communiste voudrait bien que le petit frémissement qu'il sent se traduise dans une région où il dominait à gauche il n'y a pas si longtemps et où il a encore de solides fiefs. "Punissez-les", clament ses affiches, même dans les conseils généraux où il détient la présidence, avec l'appui social-

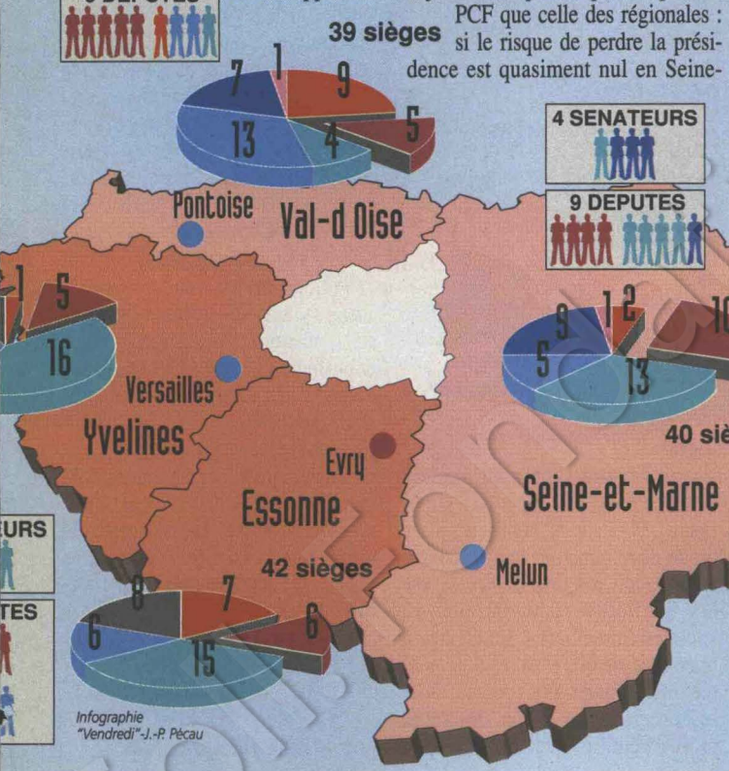


cialiste et où la droite s'empresse de lui retourner le compliment. La bataille des cantonales est un enjeu encore plus important pour le PCF que celle des régionales : si le risque de perdre la présidence est quasiment nul en Seine-Saint-Denis, il n'en est pas de même dans le Val-de-Marne où la gauche ne doit pas perdre plus de quatre sièges sur les quatorze qu'elle remet en jeu.

Mais ce sont évidemment les deux forces considérées comme montantes, le Front national et les écologistes, qui défraient la chronique. Conduit par un homme très représentatif de la nouvelle génération des idéologues du Front, venu du club de l'Horloge, J.-Y. Le Gallou, flanqué de quelques vieux briscards de l'extrémisme de droite comme R. Holleindre, le Front national se voit déjà comme l'élément de plus en plus indispensable d'une nouvelle majorité de droite. Il est vrai que, si A. Juppé récuse tout accord au nom d'un intérêt national chiraquien bien compris, il se trouvera peut-être au sein des élus de droite quelques alliés de circonstance ou... de longue date. La présence sur la liste de C. Pasqua, en position éligible (à la neuvième place), d'une figure très connue de l'extrême droite, l'ancien secrétaire général d'Ordre nouveau, A. Robert, a provoqué des remous même à droite. Dans une lettre adressée à J. Chirac et à Giscard d'Estaing, le chef de file d'une liste dissidente de l'opposition dans les Hauts-de-Seine, J.-R. Sulzer, écrit "qu'il est impossible de cautionner un homme au passé aussi chargé, qui a été cofondateur du Front national".

Les écologistes comptent profiter d'un vote quelque peu exutoire. Les Verts ont comme figure de proue Alain Lipietz, économiste venu de l'extrême gauche et tête pensante d'un programme économique dont beaucoup ont souligné l'irréalisme. L'un des paramètres les plus importants de l'élection en Ile-de-France sera l'abstention. Sa plus ou moins grande ampleur aura une influence considérable sur les résultats du 22 mars dans une région où elle est traditionnellement plus importante que dans le reste du pays, avec, de surcroît, la particularité de Paris, seul département sans élection cantonale. L'abstention défavorise les votes volatiles comme ceux des écologistes et surreprésente les partis extrémistes comme le Front national. La lutte contre l'abstention est donc un axe d'un Parti socialiste qui, au fil de la campagne, a l'impression de remonter un courant a priori peu favorable. Et Michel Sapin a pu déclarer qu'il "voulait être la médaille d'or du remonte-pente électoral".

B.C.



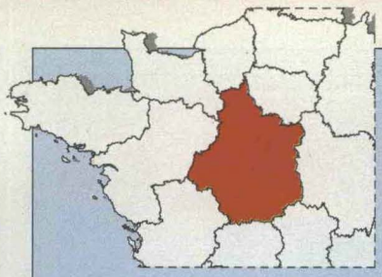
	Seine-Saint-Denis	Val-d'Oise	Val-de-Marne	Yvelines	Region
6	1.381.197	1.049.598	1.215.538	1.307.150	10.660.554
%	+ 4,30 %	+ 14,01 %	+ 1,83 %	+ 9,28 %	+ 5,83 %
	105.600	92.500	115.900	110.100	166.000
	11,0 %	7,5 %	7,2 %	5,7 %	8,2 %

ATTENTION, UN SEUL TOUR !

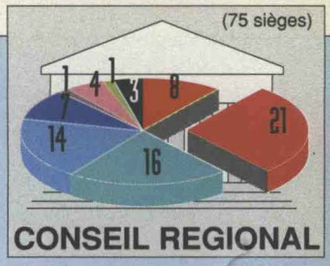
Cette adresse faite pour les régionales prend encore plus de réalité à Paris. La capitale qui n'a acquis une relative autonomie par rapport à l'Etat et récupéré un maire que depuis 1977 est la seule grande ville de France et le seul département qui ne soit pas divisé en cantons.

Les Parisiens ne voteront donc que le 22 mars pour les élections régionales.

Dossier préparé par Maryline Trassard



CENTRE

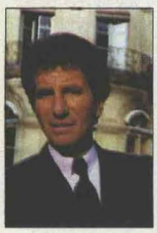














Quatorze députés sur vingt-trois sont de gauche. Comme la plupart des municipalités des grandes villes. Comme les suffrages des électeurs. Mais la région et les départements sont aux mains de la droite. Un incontournable paradoxe ?

Ce dont le Centre souffre beaucoup, c'est de son nom. La plupart des Français -et bon nombre de "Centriens"- sont incapables de le situer sur une carte. Le conseil régional sortant y a beaucoup réfléchi, mais les nouveaux noms proposés : Val-de-Loire, Cœur-de-France ou même Neustrie, ne valent pas mieux.

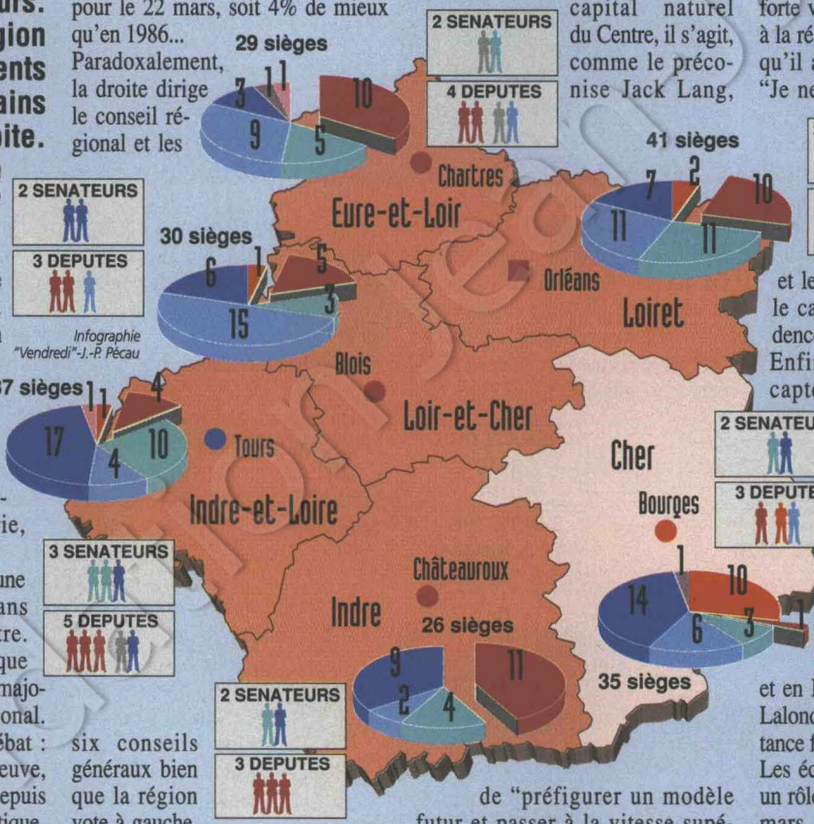
Voilà qui est caractéristique d'une situation. De la torpeur dans laquelle est installé le Centre. Du manque de perspectives que n'est pas près de lui donner la majorité de droite du conseil régional. Tout concourt à lénifier le débat : les vastes plaines, le grand fleuve, la douceur de vivre chantée depuis des siècles. Et surtout l'arithmétique. La coalition UDF-RPR ne dispose que d'une majorité relative de trente-sept sièges sur soixante-quinze et le Front national, avec trois sièges, se trouve en position d'arbitre. Ce qui demande au président de la région, M. Dousset, agriculteur beauceron UDF, beaucoup de diplomatie et un large sens de l'union. Or, les enquêtes d'opinion créditent le FN de 12% des voix pour le 22 mars, soit 4% de mieux qu'en 1986...

Paradoxalement, la droite dirige le conseil régional et les six conseils généraux bien que la région vote à gauche. François Mitterrand a obtenu 50,8% en 1981 et 55,23% en 1988. Le PS dirige les municipalités de quatre des six préfectures (Blois, Chartres, Châteauroux, Orléans) et le PCF tient solidement Bourges. La tradition de gauche est forte et ancienne dans le Cher et l'Indre et le radicalisme représente un héritage politique vivant sur les bords de la Loire et en Eure-et-Loir. Quatorze députés sur vingt-trois siègent à gauche.

C'est Jack Lang qui conduira la liste PS en Loir-et-Cher. Les socialistes ont une action exemplaire à mener dans cette région où l'environnement trouve un écho si fort dans le tempérament local. A partir du capital naturel du Centre, il s'agit, comme le préconise Jack Lang, de "préfigurer un modèle futur et passer à la vitesse supérieure". Pour autant, la mise en place de ce développement du troisième type ne doit pas faire perdre de vue les difficultés économiques et sociales immédiates. Le Centre a mieux résisté que d'autres à la montée du chômage, mais le sud de la région -le Berry- a sensiblement moins bénéficié de la croissance économique. En sa double qualité de secrétaire d'Etat à l'Aménagement du territoire et de maire d'Issoudun, André Laignel, tête de liste socialiste dans l'Indre, y est très attentif. Il faut revitaliser les zones excentrées et renforcer l'infrastructure en matière de transports. En un mot, manifester une forte volonté économique et donner à la région un projet, à l'instar de ce qu'il a déjà réalisé dans sa ville : "Je ne promets pas, dit-il, j'agis. Ce que j'ai fait pour Issoudun, je suis prêt à le faire pour l'Indre et le Centre." André Laignel sera le candidat socialiste à la présidence de la région.

Enfin, les écologistes peuvent capter de nombreux suffrages dans cette région où ils sont très présents (ils siègent depuis trois ans dans les municipalités socialistes d'Orléans et Châteauroux). Génération écologie devrait obtenir de beaux résultats dans le Cher (à Vierzon, avec le maire, Jean Rousseau, ex-PS) et en Indre-et-Loire (bien que Brice Lalonde, très affecté par une circonstance familiale, ne se présente pas). Les écologistes auront certainement un rôle charnière à jouer après le 22 mars, car la gauche n'a que deux sièges de conseillers sortants de moins que la coalition UDF-RPR. Et, pour le coup, l'arithmétique animera le débat.

J.G.



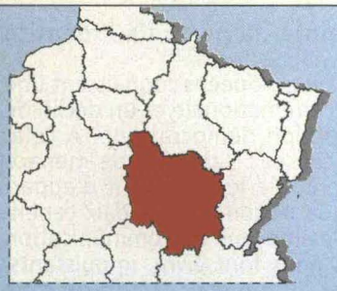
Infographie "Vendredi"-J.-P. Pécau

◀ *De haut en bas :*
Alain Calmat (CHER) ;
Maryvonne Radix-Martin (EURE-ET-LOIR) ;
André Laignel (INDRE) ;
Yves Dauge (INDRE-ET-LOIRE) ;
Jack Lang (LOIR-ET-CHER) ;
Jean-Pierre Lapaire (LOIRET).

Source : INSEE	CHER	EURE-ET-LOIR	INDRE	INDRE-ET-LOIRE	LOIR-ET-CHER	LOIRET	REGION
Population (habitants)	321.559	396.073	237.510	529.345	305.937	580.612	2.371.036
Variation recensement 1982→1990	+ 0,43 %	+ 9,17 %	- 2,34 %	+ 4,59 %	+ 3,28 %	+ 8,39 %	+ 4,72 %
PIB / habitant en F (France : 108.700)	88.700	96.100	87.400	96.200	108.200	111.400	99.500
Chômage 3e trim. 1991 (France : 9,6 %)	9,2 %	8,0 %	8,5 %	9,9 %	8,1 %	8,5 %	8,7 %

◆ DE LA GESTAPO ◆ AUX REGIONALES

Dans le Loiret, la tête de liste du Front national se nomme Paul Malaguti, industriel, 64 ans. Cet ancien du PPF de Jacques Doriot, proche de Le Pen depuis plus de trente ans, a été, selon l'enquête du "Canard enchaîné" et de plusieurs autres journaux, un auxiliaire de la Gestapo pendant l'Occupation. Il s'est trouvé , en août 1944, impliqué dans le massacre de la villa Montfleury, à Cannes, où une dizaine de résistants avaient été torturés et exécutés. A suivre... de près.

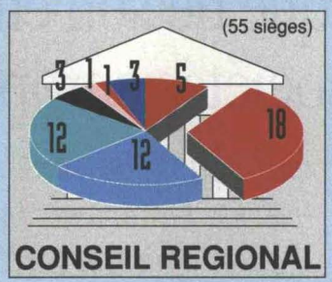


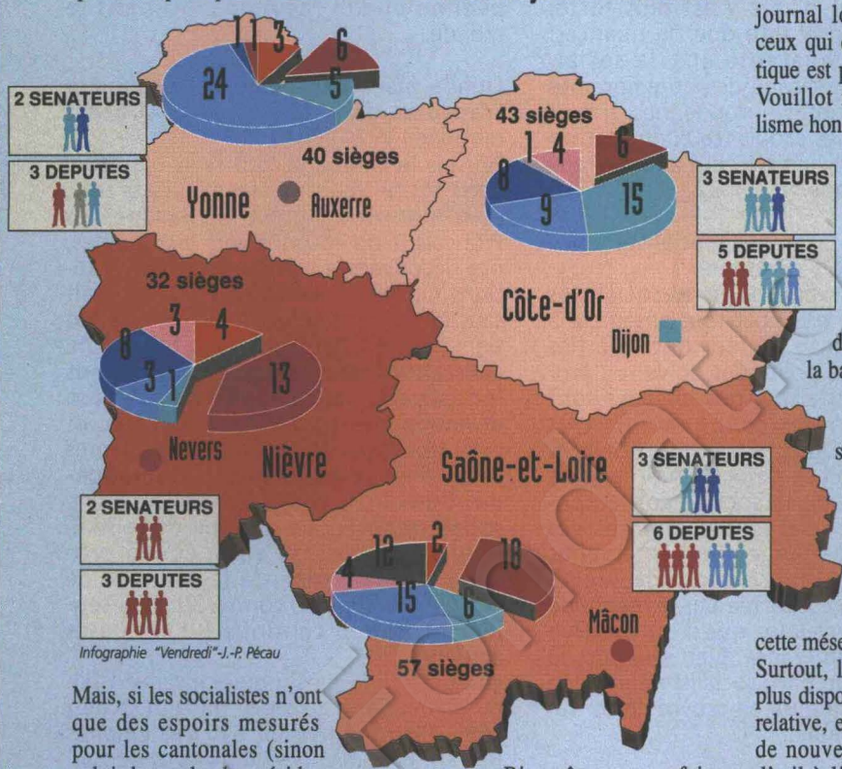
BOURGOGNE

Situation complexe : une dissidence socialiste, des listes France Unie... Pourtant, alors que la majorité de droite sortante fait de l'œil au Front national, les socialistes imaginent les contours d'une majorité nouvelle.

Une population qui vieillit. Moins de jeunes, moins d'emplois. La région du bien-vivre est malade. Même le nectar qui fait sa renommée n'est pas épargné.

La gauche a dirigé la région de 1979 à 1983, avec Pierre Joxe, puis André Billardon. "Les socialistes ont lancé des actions que la droite s'est attelée à démanteler depuis. La région était la première pour la formation professionnelle. Elle est aujourd'hui à la quinzième place pour l'éducation."





Infographie "Vendredi"-J.-P. Pécau

Mais, si les socialistes n'ont que des espoirs mesurés pour les cantonales (sinon celui de garder la présidence de la Nièvre, seul département acquis à la gauche), ils ne désespèrent pas de faire changer la majorité régionale sortante.

Bien sûr, pour ce faire, ils auraient rêvé d'un climat plus serein, en Côte-d'Or, où les socialistes se partagent entre la liste d'Hervé Vouillot, approuvée par la direction nationale du Parti, et celle menée par le chevènementiste Roland Carraz. Face à Roland Carraz qui, faisant réference à l'action du gouvernement, dans un journal local, s'adressait "à tous ceux qui croient qu'une autre politique est possible", la liste d'Hervé Vouillot ne veut pas d'un socialisme honteux et assume le bilan du Parti socialiste. Malgré cette épine, "la situation est ouverte, estime le député André Billardon, tête de liste socialiste en Saône-et-Loire.

Pour succéder au président sortant, M. Janot, la bataille est engagée à droite entre A. Lucotte (UDF), tête de liste, mais que son âge n'avantage pas (70 ans) face au fringant D. Perben (48 ans), un lieutenant de Chirac et second de la même liste ! Le petit monde politique local bruisse de cette mésentente.

Surtout, la droite pourrait bien ne plus disposer d'une majorité, même relative, et serait donc contrainte à de nouvelles alliances. Ses clins d'œil à l'extrême droite sont peu discrets. En Saône-et-Loire, la droite a conclu un accord avec l'extrême droite dans le canton de Digoin, en présentant un candidat unique. Dans l'Yonne, elle a choisi de séduire l'électorat le plus à droite en s'alliant avec le CNI. "Révélateur, remarque Roger Lassalle, tête de liste socialiste dans le département, le très conservateur P. de Villiers était le principal invité du meeting d'ouverture de la droite." En Côte-d'Or, est apparue une nouvelle liste CNI qui déclare n'avoir aucun ennemi à droite. "L'heure du rapprochement a sonné, estime François Rebsamen, second sur la liste socialiste. La droite était plutôt notable et BCBG, elle se radicalise nettement."

Face à cette inquiétante perspective, une autre majorité est-elle possible ? "Une majorité potentielle existe, estime Hervé Vouillot, qui réunirait les socialistes, France Unie, les écolos et le PC. La question est de savoir comment rassembler tout ça." Effectivement, la présence de Jean-Pierre Soisson, ministre de la Fonction publique, maire d'Auxerre, est un autre élément d'incertitude. Il conduit une liste apolitique dans l'Yonne. Dans la Nièvre, une liste hybride France Unie-Génération écologie se réclame de lui, ainsi qu'en Côte d'Or. France Unie est créditée de 5,5% d'intentions de vote par un sondage BVA. "On peut penser que les élus de France Unie -cinq au maximum, estime André Billardon- seront plus facilement nos alliés que l'inverse."

Dans la perspective d'une nouvelle majorité régionale, les socialistes seraient prêts à réouvrir certains dossiers avec des partenaires possibles, comme celui de la liaison fluviale Rhin-Rhône, avec les écologistes, plutôt de sensibilité de gauche dans la région. ■

Source : INSEE	COTE-D'OR	NIEVRE	SAONE-ET-LOIRE	YONNE	REGION
Population (habitants)	493.866	233.278	559.413	323.096	1.609.653
Variation recensement 1982→1990	+ 4,29 %	- 2,65 %	- 2,18 %	+ 3,88 %	+ 0,85 %
PIB / habitant en F (France : 108.700)	108.000	78.600	95.000	91.800	95.900
Chômage 3e trim. 1991 (France : 9,6 %)	8,7 %	8,7 %	8,8 %	8,3 %	8,7 %









▲ *De haut en bas : Hervé Vouillot (COTE-D'OR) ; Eugène Teisseire (NIEVRE) ; André Billardon (SAONE-ET-LOIRE) ; Roger Lassalle (YONNE).*

Voir dans "Vendredi"

- ***N°130,*** **NORD-PAS-DE-CALAIS, PICARDIE, CHAMPAGNE-ARDENNE.**
- ***N° 131,*** **BRETAGNE, LORRAINE, FRANCHE-COMTÉ.**
- ***N° 132,*** **POITOU-CHARENTES, PAYS DE LA LOIRE, LIMOUSIN.**
- ***N° 133,*** **BASSE-NORMANDIE, MIDI-PYRENEES, AQUITAINE.**
- ***N° 134,*** **HAUTE-NORMANDIE, LANGUEDOC-ROUSSILLON, PACA.**
- ***N° 135,*** **AUVERGNE, CORSE, DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, RHONE-ALPES.**

Jacques Delors :

"En 40 ans, la social-démocratie a marqué de son empreinte toutes les sociétés européennes"

A quelques semaines de la ratification du traité de Maastricht par les parlements nationaux, Jacques Delors, dans "Le Nouveau Concert européen" (1) explique comment "l'Europe a réveillé la France." Histoire d'une conviction, témoignage devant l'histoire.



Qu'est-ce qui pousse Jacques Delors à livrer ce combat passionné pour l'Europe ?

Jacques Delors, président de la Commission des communautés européennes. Le choix, pour l'Europe, entre le déclin ou la survie. Bien des difficultés actuelles tiennent au recul relatif des pays européens engagé dès 1918. Après les deux chocs pétroliers des années 70, une question m'a obsédé : l'Europe va-t-elle -en s'unissant- enfin se redresser ?

Peut-on parler de modèle européen de société ?

C'est le modèle social-démocrate, fondé sur la prospérité économique et la solidarité sociale, fruits du jeu simultané du marché, de l'action de l'Etat et de la négociation sociale. Il a résisté à la crise et, mieux que d'autres, en a amorti le choc. C'est pourquoi je me bats pour qu'il se développe. Dès 1985, j'ai donné impulsion au dialogue social au plan européen. Un dialogue difficile en raison de la diversité des situations et du rapport de forces défavorable aux syndicats. Les partenaires sociaux ont cependant adopté plusieurs avis en commun et participé à la rédaction du chapitre du traité de Maastricht consacré à l'Europe sociale. J'ai moi-même proposé cette formule à onze pour permettre des avancées sociales et l'établissement d'un socle de droits pour les travailleurs. Je sais, qu'au PS et ailleurs, on s'interroge sur la construction européenne, jugée souvent trop libérale. Certes, le marché y joue un rôle un peu plus important qu'en France, l'intervention des pouvoirs publics y est plus faible. Mais reconnaissons que la volonté de concertation sociale y est plus forte. Il ne s'agit en réalité que de nuances. En vingt ou quarante ans, la social-démocratie a marqué de son empreinte toutes les sociétés européennes. Il faut en défendre les acquis (ceux du mouvement ouvrier), mais aussi l'adapter aux temps nouveaux.

La fondation d'un parti socialiste européen peut-elle y contribuer ?

Le temps est venu pour les socialistes européens de procéder tous ensemble à l'aggiornamento de leur doctrine (les autres familles politiques doivent y procéder tout autant). Tous les pays sont confrontés à des changements très importants. L'Union des partis socialistes européens doit se doter d'un organisme d'évaluation de la société contemporaine, de ses valeurs, des attentes des citoyens, des changements intervenus en Europe et dans le monde. Cette réflexion sera confortée par le regain de la vie intellectuelle que l'on observe notamment en France. Bien entendu, la fondation d'un parti socialiste européen précipiterait la mise en œuvre de ce travail indispensable.

L'Europe suscite craintes et résistances. Parmi elles, son coût...

Si mes propositions sont acceptées, en 1997, les Douze consacreront à la Communauté 3% du total de leurs dépenses publiques. Vous avouerez que ce n'est guère excessif pour financer la PAC, le programme de solidarité entre régions pauvres et riches, pour stimuler le développement rural, renforcer la compétitivité des entreprises, honorer ses engagements extérieurs (vers l'Est et le Sud) ?

J'ajoute, qu'en termes économiques, l'Europe, ça rapporte ! C'est ainsi que l'entrée de l'Espagne et du Portugal a permis à la France d'accroître de manière spectaculaire ses exportations dans ces deux pays.

Autre crainte, la perte de l'identité française...

Tous les pays européens connaissent une crise d'identité nationale et un déclin de la participation démocratique. A cela, plusieurs causes : l'absence de menace extérieure étiole le sentiment d'appartenance à la nation (vive la paix cependant !) ; les moyens de communication modernes nous font vivre, impuissants, les drames du monde ; la culture s'est banalisée et américanisée.

Il est illusoire de croire cependant qu'on puisse construire l'Europe en l'opposant aux nations. Il faut lui accorder ce qui lui revient avec sagesse, sans arrière-pensées mais aussi sans excès de supranationalité. La construction européenne est l'une des aventures collectives de notre temps. Une autre peut être de redonner aux citoyens, par de nouvelles formes de participation à inventer, le sens de l'appartenance nationale et l'envie de participer. Soyons fiers d'être Français, tout en partageant une partie de notre souveraineté pour affirmer l'autonomie européenne et son rayonnement dans le monde.

Quelle place peut espérer l'économie française dans le nouveau Concert européen ?

Hormis le chômage, qui sévit d'ailleurs dans toute l'Europe, ses résultats sont satisfaisants. Et, grâce à l'Europe, les Français, trop tournés vers eux-mêmes, ont découvert le monde dans des conditions meilleures qu'ils ne l'auraient fait sans elle. En outre, on ne sait pas qu'un tiers de notre territoire bénéficie d'une assistance technique pour ses régions industrielles en reconversion et son développement rural. Ce dernier point est important car il constitue, à mes yeux, avec la maîtrise du développement urbain, l'un des deux piliers d'une société rénovée. La réforme de la PAC, que la Commission européenne propose, devrait permettre le maintien de 600.000 personnes, contre 300.000 seulement, si l'on continue sur les bases actuelles.

La question la plus inquiétante est celle du chômage, trop élevé partout. Avant 1985, l'Europe perdait 600.000 emplois par an. Elle en a créé 6 millions depuis. C'est insuffisant. La CE doit devenir un pôle de croissance autonome, moins dépendante du rythme des autres économies. Elle doit inventer un modèle original de développement, fondé sur la protection de l'environnement, un meilleur équilibre de vie personnelle et le développement du tiers secteur.

L'Europe peut-elle réussir ?

Rien n'est jamais acquis, rien n'est jamais perdu. Paradoxalement, après la longue stagnation de la CE, à laquelle François Mitterrand a mis fin à Fontainebleau, le mur de Berlin s'est effondré et on s'est bousculé pour intégrer la Communauté. Il ne faut pas bouder sa joie ! Mais il nous faut aujourd'hui résoudre le quadrature du cercle en cherchant à conci-

lier l'impératif politique avec la sagesse économique. Car il y a contradiction objective entre l'approfondissement de la Communauté des douze et son élargissement. L'idée d'une confédération avancée par le président français est la seule qui puisse résoudre cette contradiction et laisser le temps aux économies de l'Est d'être en mesure de coexister avec celles de l'Ouest. Beaucoup de pays l'ont compris. Mais il faut un signe politique qui les rassure. C'est le schéma de la Confédération.

L'Allemagne ne risque-t-elle pas de faire cavalier seul, comme au lendemain de Maastricht ?

Ces épisodes sont regrettables mais ils ne mettent pas en cause ce que nous avons acquis après 35 ans de vie en commun, la paix et la compréhension entre nos peuples. Mais là, comme en Yougoslavie et en Europe centrale et de l'Est en général, la part mauvaise de l'histoire peut revenir au galop.

Il faut remercier les hommes politiques qui, de De Gaulle à François Mitterrand, de Robert Schuman à Valéry Giscard d'Estaing ont fait de l'amitié franco-allemande le socle de l'Europe nouvelle et permis les progrès d'aujourd'hui. C'est un trésor pour l'avenir. Les jeunes doivent en faire bon usage. Le nationalisme exacerbé que certains prônent aujourd'hui rappelle trop aux hommes de ma génération les sinistres périodes qui ont conduit aux guerres de 1914/18 et 39/45.

Quels doivent être les rapports de la CE avec les Etats-Unis et le Sud ?

A l'égard des Etats-Unis, les Douze doivent avoir la volonté de passer de l'adolescence à l'âge adulte. C'est-à-dire établir des rapports d'égalité en construisant l'Europe européenne.

La crise actuelle du GATT risque de déboucher sur l'échec. Mais tout n'est pas acceptable, même si je mesure ce qu'un succès apporterait à notre économie. Nous ne faisons pas assez pour le Sud. Tant que la pensée économique dominante ne prendra en compte que 800 millions d'invididus alors que nous sommes plus de 5 milliards d'habitants sur la planète, nos difficultés persisteront. Il est urgent de faire participer aussi la plus grande partie de l'humanité à l'économie mondiale. Ce serait la grandeur de la CE que d'être à l'origine d'un nouvel ordre économique mondial intelligent et généreux. Encore faut-il qu'elle soit puissante...

Propos recueillis par Ghislaine Toutain

(1) Odile Jacob, 350 p., 130 F

BOSNIE-HERZEGOVINE

un dilemme pour l'Europe

Les violations graves et répétées du cessez-le-feu n'interrompront pas le processus d'installation des casques bleus en Croatie.

Les 14.000 hommes de la force internationale occuperont les trois secteurs délimités. Leur état-major et leurs services seront basés en Bosnie-Herzégovine, à son tour atteinte par l'onde de choc de la dislocation de la fédération yougoslave.

Les problèmes de la Bosnie-Herzégovine ne sont en effet pas nés sur son sol, mais résultent des politiques contraires qui se trouvent à l'origine de la guerre serbo-croate et qui poussent les trois peuples qui y cohabitent à se séparer.

Le SDS, Parti des Serbes de Bosnie, dont les dirigeants sont très proches du président serbe Slobodan Milosevic, défend la thèse de la réunion de tous les Serbes dans un même Etat. Son projet est de constituer en Bosnie-Herzégovine une ou plusieurs républiques serbes incorporées dans une nouvelle fédération yougoslave. Avec 32% de la population de Bosnie-Herzégovine, les Serbes revendiquent 65% du territoire, avec un tracé de frontières si compliqué qu'il partagerait des villes comme Sarajevo, dont un tiers deviendrait serbe. La création de ces nouvelles entités ne supprimerait pas la présence en leur sein d'habitants musulmans et croates tant l'enchevêtrement ethnique de la Bosnie-Herzégovine est inextricable.

La position des Croates (17%) est plus difficile à saisir. Officiellement, le Parti de la communauté démocratique croate (HDZ) du président Tudjman et sa filiale bosniaque se déclarent en faveur de la préservation de l'unité de la Bosnie-Herzégovine indépendante, mais réclament sa cantonisation sur critères ethniques, aussi impraticable que le découpage préconisé par les Serbes, sauf en Herzégovine occidentale, limitrophe de la Dalmatie, où les Croates sont majoritaires à plus de 95%. Franjo Tudjman et des dirigeants locaux de l'Herzégovine occidentale dissimulent à peine leur désir de rattacher cette région à la Croatie.

Ceux-ci sont les partisans les plus résolus de l'intégrité, de l'unité et de l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine -entité historique maintenue sans interruption depuis le Moyen Age- où ils sont les plus nombreux (43%), mais aussi les plus dispersés. Ils sont également les plus attachés à l'existence de ce pays qui fonde leur identité et qui est, par sa position géopolitique, le gage et la condition de la reconstitution d'un espace yougoslave. De ce point de vue, l'unité et l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine sont capitales dans la perspective de la stabilisation générale de la situation dans l'ex-Yougoslavie et dans tous les Balkans.

Les résultats du référendum par lequel l'indépendance a été ratifiée par 63% des électeurs inscrits placent la Communauté européenne devant un dilemme d'autant plus embarrassant que c'est elle qui a demandé cette consultation pour reconnaître la Bosnie-Herzégovine : ou bien elle renie ses engagements en s'inclinant devant le refus serbe qui dispose de l'argument de la force et de l'appui d'une armée de 100 à 150.000 hommes, ou bien elle va au bout de sa logique en risquant de déchaîner la violence.

On comprend que, dans cette situation, elle exerce une forte pression sur les parties en présence pour les amener à un compromis. Il semble qu'elle soit parvenue à des résultats puisqu'il est sorti des négociations en cours à Bruxelles un projet de confédéralisation d'une Bosnie indépendante. Mais on peut s'interroger sur la faisabilité d'une telle formule.

Pendant ce temps, des dizaines de milliers de personnes manifestaient à Belgrade leur opposition au pouvoir du président Milosevic.

Maurice Lazar



Un référendum qui n'a pas eu les résultats escomptés.

dernier vote blanc en Afrique du Sud

"Etes-vous pour la poursuite du processus de réformes que le président a entamé le 2 février 1990 et pour la mise en place d'une nouvelle constitution par la négociation ?" Telle est la question à laquelle les Sud-Africains blancs sont invités à répondre, le 17 mars.



Le 17 février, à Johannesburg Jean-Marie Bockel rencontre Nelson Mandela.

En organisant par surprise un référendum -la dernière consultation électorale dont les Noirs sont exclus- Frederik De Klerk a voulu reprendre l'initiative politique après l'échec de son parti, le Parti national, lors d'une élection partielle, le 19 février.

Accusé par les conservateurs de ne plus représenter la communauté blanche, De Klerk a souhaité faire la preuve de sa légitimité par les urnes. Il s'agit, à travers ce vote de confiance, de montrer qu'une majorité de Blancs est favorable à une nouvelle constitution supprimant les discriminations raciales et offrant une réelle participation démocratique à tous les Sud-Africains.

A quelques jours du scrutin, le chef de l'Etat est en passe de gagner son pari. Certes, pour le non, se sont coalisés le Parti conservateur du pasteur Treurnicht et l'extrême droite représentée par l'AWB. Mais les partisans du "oui" se mobilisent sur le thème "De Klerk ou le chaos". Ils mettent en avant le risque d'une guerre civile en cas d'échec du référendum, comme Zac De Beer, président du Parti démocratique (centre gauche), qui fait alliance avec le Parti national. Les milieux d'affaires, craignant le retour aux sanctions économiques et l'isolement de l'Afrique du Sud sur la scène internationale, font également campagne pour assurer le succès du oui.

L'ANC, tout en dénonçant un scrutin organisé sur des bases raciales, a finalement appelé les Sud-Africains blancs à soutenir De Klerk afin de préserver le processus de réformes en cours. Cette prise de position est intervenue alors que l'ANC obtenait satisfaction sur une de ses principales revendications, la mise en place à brève échéance d'un gouvernement intérimaire.

Il faut avoir circulé dans les couloirs de la Codesa (Convention pour une Afrique du Sud démocratique) comme l'a fait, le mois dernier, la délégation de la commission de la Production et des Echanges de l'Assemblée nationale, conduite par Jean-Marie Bockel, pour prendre la vraie mesure du processus démocratique en cours. La Codesa, c'est un peu comme nos états généraux de 1789 : dans une atmosphère studieuse, des groupes de travail négocient les réformes constitutionnelles qui permettront, pour la première fois dans l'histoire sud-africaine, aux Noirs de participer à la gestion des affaires.

Le processus démocratique ne réussira que s'il est accompagné par un développement économique et social. Malgré de fortes potentialités, l'économie est mal en point : un taux de chômage de 40% frappant surtout les Noirs, 16% d'inflation, deux années de sécheresse, une croissance nulle en 1991.

L'Afrique du Sud n'a pas encore tout à fait réintégré la scène économique internationale. Elle n'a pas accès aux facilités du FMI. Et toutes les sanctions économiques ne sont pas levées. La France maintient son embargo sur le charbon, malgré la visite de Dominique Strauss-Kahn en septembre .

L'ANC utilise le boycott pour faire pression sur les négociations en cours. De même conseille-t-il aux investisseurs occidentaux de ne pas se précipiter, de venir, certes, mais au moment opportun. Si les lois racistes sont aujourd'hui abrogées et si l'évolution démocratique, amorcée avec la libération de Mandela, apparaît irréversible, l'apartheid social est encore une réalité. L'Afrique du Sud reste une terre de constrastes saisissants. La misère des townships, la violence entre les communautés noires (11.000 morts depuis 1984, 830 depuis l'accord de paix passé en septembre dernier entre le gouvernement, l'ANC et le parti zoulou Inkatha), le sous-développement éducatif sont toujours le lot quotidien de 33 des 38 millions de Sud-Africains. Le droit enfin donné aux Noirs de pouvoir acheter leurs habitations ne saurait faire oublier les différences de niveau de vie entre communautés. Sujet d'inquiétude supplémentaire : l'insécurité galopante, à Soweto, la guerre des taxis faire rage.

Patrick Bloche

■ AIDER LE CAMBODGE ■ A REUSSIR LA PAIX

Après des années de souffrance et de privations, le peuple cambodgien aspire à la paix. Le 23 octobre dernier, les accords destinés à mettre fin au conflit ont été signés à Paris. Depuis, le Conseil national suprême, dirigé par le prince Norodom Sihanouk, est installé à Phnom Penh et une administration provisoire onusienne se met en place.

Suite à la mission conduite par Gisèle Stievenard, secrétaire national à l'Action humanitaire, au Cambodge et dans les camps de réfugiés, le Parti socialiste a lancé un appel à la solidarité.

Le 5 février dernier, Gisèle Stievenard a eu le plaisir d'accueillir une délégation du FUNCINPEC conduite par Sam Rainsy.

Au nom des socialistes français, elle a remis un chèque de 60.000 F destiné à l'achat de riz pour les villageois de la province d'Oddor Meanchey.

BREF... EN BREF... EN

■ Laurent Gbagbo, secrétaire général du FPI, a été condamné à deux ans de prison par le tribunal des flagrants délits d'Abidjan. Gérard Fuchs espère que F. Houphouët-Boigny "fasse preuve de sagesse".

■ **La CSCE tente un nouvel effort de médiation pour règler le conflit du Nagorny Karabakh, entre Azeris et Arméniens.**

■ Dans le nord de l'Irak, les combats ont repris le 10 mars, entre les combattants kurdes et l'armée de Saddam Hussein.

PETITES ANNONCES

Vous recrutez un collaborateur ?

☎ 45.56.78.57

13601

■ Ville de Montluçon ■

(Allier) 50.000 habitants

recrute d'urgence

par voie de mutation

ASSISTANT TERRITORIAL DE CONSERVATION DE BIBLIOTHEQUE

pour sa SECTION ADULTES (10 agents)

PROFIL

- Motivé par le développement de la lecture publique
- Sens des relations avec le public adolescent et adulte
- Aptitude au travail d'équipe, polyvalence indispensable
- Expérience informatique appréciée
- Bac + 2 et CAFB Lecture Publique

Poste à pourvoir immédiatement

Adresser candidature et CV détaillé à M. le Député-Maire
BP 238 - 03109 MONTLUCON cedex
☎ 70.05.00.16 poste 1716

► EMPLOI

13602

J.H. 33 ans, bac + 5 informatique, 7 ans d'expérience dans l'enseig. (math., physique, info.) *recherche poste* **D'INFORMATICIEN PARIS ET R.P.** (conception, dével., C, Unix, SGBD...).
Etudie toute proposition.

☎ 60.08.56.33

13603

Je saisis vos thèses, mémoires, courriers, etc. Macintosh, impression laser.

☎ 42.62.82.43

Jean-Arthur Clotaire, baron de Petdechèvre,
à son épouse restée en province.

Lettre à ...

Ma douce,

On dit que le Maire et l'Ex auront demain quelque mal à expliquer leur alliance très certaine avec les factions extrémistes du chevalier Jean-Marie de la Teigne, tant ils clament aujourd'hui aux quatre vents que cela ne sera point. Et pourtant, cela est. Depuis six ans, dans le gouvernement local des provinces, en Aquitaine, en Provence ou en Languedoc, par exemple, le parti du Maire et le parti de l'Ex n'ont pu avoir la majorité que grâce à l'appui des hommes du chevalier de la Teigne. Comment l'auraient-ils demain s'ils décidaient tout soudain de s'en passer ? D'autant qu'ils ne sont point hommes à faire bouche de Parisien quand l'intérêt commande.

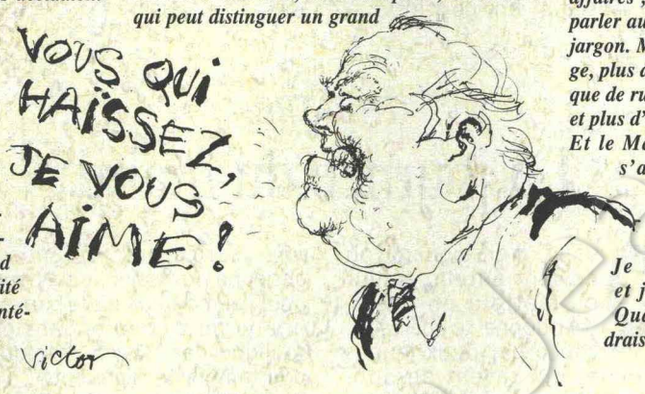
L'Ex a, moins que personne que j'aie jamais vu, de cette sorte d'esprit qui lui est nécessaire pour ne pas paraître sot à ceux qui ne le connaissent pas. Il a moins de hauteur que d'aigreur, moins de grandeur que de hauteur, moins de fond que de manières, moins de libéralité que d'indifférence, moins de désintéressement que d'intérêt, moins de passion que d'attachement, moins de fierté que de dureté, moins de mémoire des bienfaits que des injures, moins de fermeté que d'opiniâtreté et plus d'incapacité que de tout ce que ci-dessus.

Quant au Maire, à l'exception d'une vision claire de l'avenir de notre pays, il a tout ce qui est nécessaire à un homme politique ; mais comme il n'a rien, sans exception, de tout ce qui peut distinguer un grand homme, il ne trouve rien dans lui-même qui puisse suppléer ni même soutenir sa faiblesse. Il n'a du cœur que parce qu'il est impossible qu'un maire d'une ville très grande n'en ait point. Il a moins de bon sens que d'art, moins d'esprit que d'humour, moins d'humour que d'ennui, moins d'ambition que d'acharnement, moins de persévérance que d'entêtement et plus de faiblesse qu'on ne saurait dire.

Devant eux, ils trouveront le chevalier Jean-Marie de la Teigne à qui l'on n'en compte guère tant il en a vue, et surtout tant il en a fait. Il n'a pas encore approché l'idée des grandes affaires ; il n'en a que l'intention. Il en a à qui parler aux importants ; il en a un peu retenu le jargon. Mais il a plus de morgue que de courage, plus de ruse que de morgue, plus de cynisme que de ruse, plus de méchanceté que de cynisme et plus d'ambition que tout le reste réuni.

Et le Maire et l'Ex, avec tous leurs moins, s'allieront demain avec ce chevalier des plus. Ah, ma douce, malheureux le peuple qui a de tels hommes pour guides !

Je songe à vous, ma douce bonne, et je souhaite toujours de vos lettres. Quand je viens d'en recevoir, j'en voudrais bien encore.



VIRGIL TANASE

Totalitaire architecture

Les architectes pensent, comme tout le monde. Parfois, ils pensent mal, et cela coûte plus cher et se voit de plus loin que chez le commun des mortels. Parfois, ils veulent penser à notre place, en bonne position pour le faire, et cela aboutit à des "villes nouvelles" où il ne reste à l'habitant qu'à se soumettre ou vider les lieux. Il y a dans l'architecture une tentation totalitaire que l'on ne retrouve, il me semble, dans aucun autre art, et les architectes ne se privent pas d'en profiter !

Les villes nouvelles sont un bon exemple de ce qui nous arrive. Jean-Pierre Le Dantec, historien de l'architecture et romancier, en parle dans son ouvrage *"Dédale le héros" (1)*, un essai épanouissant, à la fois savant et émouvant, sur les enjeux qui ont, depuis toujours, guidé l'architecte dans sa façon de concevoir son métier. Souvent philosophes, les architectes ne restent pas, aujourd'hui, insensibles aux théories à la mode : "Les analyses de Shinohara ont été accueillies avec un vif intérêt. Son apologie du chaos de la ville moderne japonaise a été reçue par un grand nombre de jeunes architectes comme une célébration de la spontanéité urbaine, rappelant celle du Moyen Age et permettant de rompre, grâce à son esprit "libertaire", avec l'urbanisme rationaliste, autoritaire et centralisé." En effet, Jean-Pierre Le Dantec se fait un devoir de constater que, de Séville, Bruges ou Venise aux villes nouvelles, il y a une "perte de la complexité spatiale". Il se demande, avec angoisse, "S'agit-il d'un appauvrissement irréversible, d'une catastrophe culturelle ? Ou se trouve-t-on face à une éclipse de la pensée... ?" Sa réponse met en cause un certain rationalisme qui prétend soumettre le monde et, partant, la vie, aux règles strictes de la logique. "Cette perte (de la complexité spatiale) reflète l'impuissance du "mathème" cartésien à représenter l'espace du sensible, de l'imaginaire, du symbolique et de la mémoire."

La froideur orgueilleuse de la pierre n'est jamais que du temps suspendu.

Autre réponse, dans l'ouvrage de Ricardo Bofill, *"Espaces d'une vie"*, que l'on vient de rééditer en collection de poche *(2)*. Ricardo Bofill se nomme lui-même "bâtisseur du vide". Pour lui, l'architecture est "l'art de composer l'espace" et, lorsqu'il s'agit de juger son œuvre, il écrit : "J'ai simplement essayé d'utiliser un patrimoine, une mémoire, pour ancrer ma démarche personnelle dans un siècle amnésique." J'avoue avoir lu avec stupeur ce livre d'architecte où il est question de mettre le vide en espace, d'insérer des courbes dans le paysage, d'inscrire des repères dans le temps, de tout ce que vous voulez, sauf d'une chose, à savoir qu'un bâtiment commence par être un toit au-dessus de la tête d'un pauvre homme. La tentation totalitaire de l'architecte commence au moment où celui-ci se met à profiter de nos petites vies pour régler ses comptes avec Dieu, l'univers et l'espace. C'est ainsi qu'il nous arrive de vivre dans des tours et des pyramides que l'on réservait, autrefois, aux dieux et aux morts.

Mieux vaut, autant le dire tout de suite, habiter les décors de cinéma auxquels la revue "Iris" consacre son dernier numéro : *"Cinéma & architecture" (3)*. Hélas, comme il arrive trop souvent dans ce genre de publication, les auteurs ne veulent surtout pas rater cette chance de montrer à quel point ils sont intelligents et en possession de moyens spécifiques. Les jargons et le terrorisme intellectuel sont difficilement supportables et les idées passent mal. Cette architecture qui "se construit avec le spectateur" et qui, de ce fait, devrait être plus à la mesure de nos moyens puisque plus imaginaire, se perd dans les phrases savantes. Que voulez-vous ? Il est si difficile de s'approprier cette leçon de modestie que nous inflige la matière ! Ricardo Bofill lui-même, qui l'énonce, n'en sut pas tirer parti : "La froideur orgueilleuse de la pierre n'est jamais que du temps arrêté, du mouvement éternellement suspendu."



▲ *"Antigone" à Montpellier, l'esprit Bofill.*

(1) Balland, 260 p., 129 F.
(2) Seuil, 254 p., 47 F.
(3) Méridiens/Klincksieck, 198 p., 100 F.

racisme : un faux célèbre

Pierre-André Taguieff, une fois encore, mène un combat utile en disséquant avec une intelligence aiguë le faux le plus redoutable et le plus explosif de notre siècle : "Les Protocoles des Sages de Sion".
Fabriqué à Paris en 1897-1898 par les services de l'Okhrana, la police secrète du Tsar, dirigée en France par Pierre Ivanovitch Ratchkovsky, "un policier singulièrement doué pour les provocations, les mystifications et les intrigues de cour", ce document prétend révéler les ambitions du "judaïsme mondial". Dès le lendemain de la Première Guerre mondiale, ces "Protocoles", d'abord répandus en Russie, sont démontés : il s'agit d'un faux, car ils furent plus ou moins recopiés ou paraphrasés du "Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu", pamphlet de Maurice Joly, publié en 1864 à Bruxelles. L'auteur entendait dénoncer Napoléon III.
Qu'importe la vérité ? "Les Protocoles", depuis des décennies, après avoir nourri le "Mein Kampf" d'Adolph Hitler, servent de texte magique pour dénoncer les juifs, nourrir les arguments de ceux qui dénoncent le "complot judéo-maçonnique".
Pierre-André Taguieff, dans un premier volume, montre l'utilisation de ce faux dans le siècle. Plus de 400 pages de stupéfiante érudition qui laissent sur un malaise. Les antisionistes, les révisionnistes, les Coston et les Faurisson, nombre de publications arabes se nourissent des "Protocoles". Plus le mensonge est énorme, plus il est efficace.
Le second volume rassemble une douzaine d'études et révèle de nombreux documents inédits en français. Une étrange et étonnante promenade dans l'abject et l'ignominie. A travers la planète, de Damas à Buenos Aires, de Paris à Moscou, on continue à exploiter ce faux qui avait eu une belle carrière aux Etats-Unis. Les pages de Pierre Birnbaum sur "Les Protocoles" dans "L'Imaginaire politique français" soulignent la profondeur du mal.
Ces deux livres austères* méritent une lecture immédiate, car le péril demeure. Le racisme, à fleur de peau, subsiste.

P.Y.

Ed. Berg International.
2 vol., 1.216 p., 495 F.

THEATRE

"La journée du maire"

Quand, d'enseignant, on devient auteur, acteur ou metteur en scène, cela donne ce spectacle, conçu par deux jeunes femmes qui savent de quoi elles parlent. Isabelle Philippe enseignait l'économie et Catherine Lepersin, les lettres. Leur pièce est une comédie insolite, lucide, dont l'action se déroule dans une salle de profs, sous forme de huis-clos. Le public découvre des propos et des préoccupations qu'il était loin d'imaginer. La pièce est drôle, très drôle même, mais aussi et forcément quelque peu tragique. Jean-François Philippe, autre ancien prof, en assure la mise en scène. "Je n'aimerais pas faire une caricature de notre ancienne profession, c'est pourquoi j'ai monté la pièce comme une vraie comédie. Sans en souligner les aspects durs qui, pourtant, restent présents."
Le spectacle, créé au Havre l'année dernière, a effectué une tournée, avant d'être représenté, une quinzaine de fois, au lycée Fénélon, à Paris. Après ce test, le théâ-tre du Lucernaire, à Paris (☎ 45.44.57.34), lui a ouvert sa salle jusqu'au 2 mai, avec quelques échappées à travers la France. Le 21, le spectacle sera Luxeuil-les-Bains ; du 26, au 28 à Eysines. Du 1er au 4 avril à Marseille ; les 8 et 9 à Oissel et le 16, au Havre.

N.A.

CINEMA

"Le Docteur"

Insupportable pour le docteur Jack Mac Kee (William Hurt), prestigieux chirurgien du cœur, quand on lui découvre un cancer de la gorge, de se retrouver de l'autre côté de la barrière. Il n'accepte pas les lourdeurs de l'administration, les examens humiliants, l'indifférence et les mensonges des médecins. L'arroseur arrosé. Il avait pour principe de ne pas s'attacher à ses patients. Certes, quand on côtoie la mort tous les jours, on doit se créer un système de défenses. Mais lui avait poussé cette attitude un peu trop loin. Jusque dans sa vie de famille. Hier, il commandait, aujourd'hui le voilà dans un lit, attendant qu'on décide de son sort.
Willam Hurt ("Le Baiser de la femme araignée", "Alice", "Jusqu'au bout du monde"), est décidément un acteur de talent, occupant une place originale dans le cinéma américain. Randa Haines, qui l'avait déjà dirigé dans "Les Enfants du silence", autre sujet médical, a porté, ici, une attention toute particulière aux scènes d'intervention chirurgicale.

Thème universel, moment grave, unique, que celui où un sujet passe de l'état d'homme sain à celui de malade. Chacun de nous peut s'y attendre. Moment encore plus grave si l'on est condamné. Comment réagit-on ? Comment perçoit-on alors la vie ?

Le docteur Mac Kee remplaçait le cœur défaillant de ses patients. Malade, il découvre que ce cœur n'est pas seulement un muscle qu'on opère, mais que c'est aussi le symbole de l'amour, de la générosité et de la sensibilité. Le sien est transformé par la maladie. Il devient plus humain. Enfin, il peut comprendre ses malades.

C.P.



▼ *Le docteur (William Hurt) et ses élèves.*



T V

LAIDEURS

Il est des petits matins poisseux de brume et d'ennui qui annoncent la déprime. Ce lundi 13 janvier, Sylvie quitte Lewarde pour le lycée de Douai.
Mais, ce jour-là, le linge qui sèche dans les arrière-cours des corons recyclés, le buffet, pas même Henri II, envahi par le salpêtre des photos de famille, le fiancé au nœud papillon n'ont plus été supportables pour cette gamine de 16 ans que l'on dit joyeuse et impulsive. Et ils sont là, sur le plateau, la mère et le fiancé, désemparés et endimanchés.
Les copines téléphonent pour dire qu'elles ne savent rien. L'animateur au regard de cocker trouve les mots pour ménager l'audimat et l'angoisse de la famille, en évoquant doucereusement le "silence mortel" de l'adolescente. Les yeux en berne, Jacques Pradel, le maître de cérémonie de "Perdu de vue", laisse espérer des laideurs familiales en soulevant à demi le rideau du non-dit.
Alors, le sarcasme du téléspectateur devient l'antidote salvateur de cette obscène exhibition d'une douleur légitime.
On quitte bientôt ces antihéros d'un soir pour assister, atterré, aux retrouvailles impossibles de jumeaux séparés aux premières heures de leur vie : Saïd Ali qui fut, un jour, Gérard, demeurant à Bab el Oued, quadragénaire algérien, abasourdi par la faconde de son juif pied noir de frère, Patrick.
Et c'est un couple d'enseignants du pays nantais, un peu gênés de s'afficher, qui se demandent néanmoins, en public, si leur fils Yves, ingénieur de travaux publics, disparu depuis plus d'un an dans le Paris nocturne, ne s'est pas laissé emporter par le scénario d'un de ces jeux de rôles qu'il pratiquait assidûment. Magicien d'un soir, ce Breton est-il devenu Merlin dans un Val-sans-Retour, enfumé des billards de Montparnasse ?
Puis, après un travelling sur l'assistance, la caméra s'englue sur un Pradel qui joue la stupeur. Un coup de téléphone annonce, au moment opportun, le retour de Virginie, fugueuse de l'épisode précédent, qui ne supportait plus le quotidien gai comme un Petit Lu, que lui offrait son père, cadre chez Lefebvre Utile. Les parents de l'adolescente prodigue restent, obéissants, dans le champ de la caméra, pleurant photogéniquement. Soudain, l'écœurant cocktail de laideur et d'impudeur monte à la tête. Les histoires se chevauchent et les destins s'emmêlent. Sylvie, de Lewarde, partie avec Yves le magicien, est devenue Margan, ils coulent des jours torrides dans Alger la blanche, tandis que le fabricant de gâteaux secs offre à Marilyne et Yannick qui "ont tout perdu", un stock de biscuits de guerre.

F.L.

ces palais que l'on dit polyvalents...



Le Palais Omnisport de Paris-Bercy : de "Carmen" à Dorothée. Ici, Jacques Higelin.

Joséphine Baker, c'était Bobino. Bécaud a ses habitudes à l'Olympia. Mogador s'est recyclé dans le grand spectacle sans plume et le Casino de Paris a troqué la revue pour la comédie musicale. Mais, à côté de ces standards, se sont créés, depuis une trentaine d'années, des espaces dont la destination première a été modifiée pour devenir des lieux hybrides.

BEN HUR ET JESUS

Le Palais des Sports fut conçu en 1960 pour accueillir des exhibitions sportives. L'ouverture se fit avec un match de boxe. Puis, cirques et variétés devaient alterner, entrecoupant les évolutions de Holidays on ice ou les poursuites de Ben Hur. L'espace multifonctionnel permit, dès l'origine, de juxtaposer les genres. Enfin, Robert Hossein vint et, avec lui, s'ouvrit l'ère du spectaculaire. Jules César, Jésus, ont trouvé les thermes de Caracalla ou un Golgotha à leurs mesures. Clameur des foules, déchaînement des orages, rien n'est interdit au dramaturge de la porte de Versailles. La salle a connu des moments de moindre recueillement lorsque, dans les années 60, les fans de Gene Vincent déboulonnaient les sièges. C'est une sorte de grand bazar de la culture, popu en diable.

RUBINSTEIN ET LENORMAND

Le grand auditorium du Palais des Congrès s'est ouvert en 1974. Lieu de conférences internationales, l'Orchestre de Paris s'y installe avec Arthur Rubinstein pour l'inauguration. "Cyrano de Bergerac" s'y réfugie lorsque la Comédie-Française est en travaux, les ballets de Moisseïev sautent biche et Boris Godounov y détourne des habitués du Palais Garnier. Temple de la culture établie, le coût de la location est tel (70.000 F par soirée) qu'il faut ouvrir la salle aux spectacles de variétés. Artistes fabriqués, yéyés terriblement "has been" trouvent leurs marques dans cet univers très pro, aseptisé, gnangnan et propre sur soi.

DOROTHEE ET NABUCCO

Quand Bercy plante sa pelouse en 1984, on y attend les nostalgiques des Six Jours du Vél' d'Hiv sous l'octogone de verre et d'acier. Tout y est prévu pour des manifestations de masse. Le Palais omnisport ne produit pas de spectacles, mais loue locaux et logistiques à des prix faramineux. A 100.000 ou 200.000 F par jour, le hockey sur glace risque de ne pas suffire à faire tourner cette basilique. Le coût est tel que, pour amortir la sophistication architecturale et technologique, il faut louer la salle d'un bout de l'année à l'autre. Près de 130 manifestations s'y succèdent, bon an, mal an. Draîner des publics multiples, relayer des spectacles qui dérouteraient les plus versatiles, tout est fait pour remplir les quelque 15.000 places de cette pyramide. "Aïda", Elton John, Stevie Wonder, AC-DC, Julien Clerc, Sardou, "Nabucco" et ses 650 artistes ont trouvé leurs publics dans ce paquebot. Temple de Salomon, jardins suspendus de Babylone, concerts pop, Verdi, Jeannie Longo et Dorothée font les beaux soirs des comités d'entreprise.

GOLDMAN ET OTH

Avec le Zénith, qui s'ouvre en 1984, le rock est reconnu comme expression artistique à part entière et a droit à un lieu propre. La structure fonctionnelle et dépouillée, la "hight tech", les sièges rouges, les passerelles métalliques collent bien au "hard". De taille intermédiaire, aux abords gadouilleux les soirs d'automne, cet espace pour musique urbaine inséré dans la Cité des Sciences et de l'Industrie est à des années lumières des salles écrins des music-halls à la papa. Ici, on peut parler d'une nette ségrégation entre les publics.
Le "hard rock" a ses aficionados banlieusards, cuir, lettres gothiques, tags et clous. "Dur et sans concession" le trash, funk et agressif, type Oth, galvanise un public plutôt masculin, de moins de 25 ans, à l'aise dans cet endroit aux larges déambulatoires qui permettent un va-et-vient constant, et favorise le "slame", cette sorte de brasse coulée dans la foule complice. Ces affranchis n'ont que mépris pour les gentils jeunes, tolérants et tout, qui viennent au Zénith pour écouter Goldman, Bruel, Renaud, Berger ou France Gall. Les rockers trouvent cela tarte, les familles regrettent un peu l'inorganisation d'un lieu aux places non numérotées.
Ces grandes salles reflètent l'évolution des pratiques de loisir. Chacune s'est constituée des publics aux univers culturels très éloignés et a su les fidéliser.
La cohabitation, dans un même lieu, de spectacles radicalement différents constitue un phénomène qui peut, avec le temps, casser les clivages, mais qui, pour l'heure, ne favorise guère les brassages.

F.L.

*BIBLIO : **"Les Publics des grandes salles polyvalentes"**, études réunies par A.-M. Gourdon. Editions du CNRS, 1991.*

... EN BREF...

■ **Fin 1992, les Tourangeaux verront le projet des architectes Finn Geipel et Nicolas Michelin réalisé sous la forme d'un nouveau Zénith. La construction de cette salle de spectacles de 5.500 places bénéficie d'une aide de 17 millions de F du ministère de la Culture sur un coût total de 52 millions.**

■ Trema édite en CD les enregistrements de "Pour ceux qui aiment le jazz", la légendaire émission d'Europe 1 de Franck Ténot et Daniel Fillipachi. On pourra y trouver Lionel Hampton, Cannonball Adderley à Pleyel ou Monk, Blakey et Mulligan à l'Olympia. Début d'une longue série de plaisirs...

● DES ROMANS POLICIERS ●

***"Le Cerveau du nabab"**, par Curt Siodmak (Série noire). Une étonnante histoire de cerveau pour des frissons garantis.*

*Hitchcock présente, **"Histoire de la crème du crime"** (le Livre de poche). Aurait-il aimé les tourner, ces histoires, le cher Hitch ? Oui, bien sûr !*



***"Virage dangereux"**, par S.A. Steeman (Le Masque). Paru en 1933, relu avec plaisir en 1992.*

***"10% de votre vie"**, par Hiber Conteris (Actes Sud). Un hommage réussi à Chandler et Philip Marlowe sous forme de "thriller" politique.*

***"l'Encadré"**, par John D. MacDonald (Série noire). Tous les Macdo ne sont pas d'infâmes bouibouis. Celui-ci a du corps.*

***"Le Prince et les sept cadavres"**, par Peter Lovesey (Le Masque). Ne pas confondre le prince et Blanche Neige, les cadavres et les nains. Hilarant.*

P.Y.

post-scriptum



FRANÇOISE GIROUD
"Jenny Marx"



Jenny von Westphalen a été "la femme du diable" -Mme Karl Marx- 32 ans durant. Entre les deux personnages, un amour d'une terrible espèce, celle qui enchaîne une femme à un homme de génie. On connaît assez Françoise Giroud pour être assuré qu'elle aborde leur vie de couple, sans tapage, mais avec une perspicacité aiguisée.
Jenny l'a ébloui par sa beauté et son aisance. Karl l'a subjuguée par la pensée et le verbe : sa parole est la parole. Dans l'échange, c'est lui qui gagne et se ressource dans l'autre. Fallait-il qu'elle soit forte et pénétrée de l'importance du rôle historique du Maure !
Robert Laffont, 254 p., 98 F.

TADEUSZ BOROWSKI
"Le Monde de pierre"



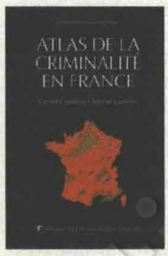
Plus implacable encore que P. Levi, Borowski (déporté à Auschwitz, puis Dachau) est l'écrivain de la banalité du pire. Il ne fait que décrire, puisque le réel est, à lui seul, une condamnation suffisante. Mais, comme le note Milosz, "Borowski obtient ainsi un effet de cruauté qu'aucun témoignage sur les camps nazis n'est parvenu à égaler."
L'espoir, la religion, l'idéalisme, nos valeurs n'y résistent pas. A peine la dignité. Et un peu de miséricorde. Pas de Beau, pas de Vérité, pas de Bien. Platon a menti. "Après nous il ne restera qu'un tas de ferraille/Et le rire sourd et moqueur des générations." Utile réédition.
Christian Bourgois, 392 p., 160 F.

MARIO BENSASSON
"De la bouche du malade à l'oreille du médecin"



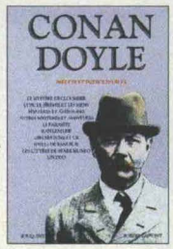
Médecin, l'auteur a entendu des milliers de patients et de discours.
Mario Bensasson se garde de faire de la socio-sémantique approchée, mais la manière dont un patient parle de son mal et de son traitement, l'évolution du vocabulaire utilisé lui paraissent révélateurs des attitudes face à la maladie. Il applique la même observation au langage des médecins. Deux paroles cohabitent. Tant bien que mal.
Jacques Bertoin, 272 p., 115 F.

G. CAMILLERI, C. LAZERGUES
"Atlas de la criminalité en France"



Souvent, la presse publie des palmarès de la criminalité des villes. La recherche du sensationnel y prévaut tellement que les auteurs écrivent qu'aujourd'hui le sentiment d'insécurité (...) est plus dépendant de sa transmission médiatique que de sa réalité. Le plus éloquent des 130 documents de cet "Atlas" montre qu'il n'y a pas de corrélation entre l'évolution des taux de criminalité et le sentiment d'insécurité.
Représentation cartographique des criminalités. Mutation dans le temps. Variantes régionales. C'est la géographie du crime. Figuration d'un phénomène pour une analyse.
Documentation française-Reclus, 164 p., 160 F.

CONAN DOYLE
"Inédits et introuvables"



Les ancêtres de Sir Arthur -papistes de Normandie- orthographiaient leur nom d'Oil. Pas lui. L'écrivain écossais rejetait tout ce qui était antérieur à sa célébrité, -qu'il voyait lui-même comme une véritable gloire-, c'est-à-dire à la naissance de son héros, Sherlock Holmes, premier en date des détectives modernes : technique et dignité.
Voici que l'on découvre huit romans inconnus et introuvables -même en anglais- et dix-neuf nouvelles. Conan Doyle les avait écartés de ses "Œuvres complètes" rassemblées en 1928.
Laffont-Bouquins, 1.334 p., 140 F.



RUDOLF SERKIN
Mozart



Il se passait une chose étonnante quand Serkin se mettait au piano et interprétait Schubert, Mozart ou Beethoven. L'impression venait que la musique naissait sous ses doigts, qu'elle était écrite au moment même. L'immense pianiste -mort l'an dernier- était le seul à réunir des qualités apparemment aussi incompatibles que la vivacité, la spontanéité et une probité par rapport aux textes musicaux sans exemple.
Parmi d'autres, le mouvement lent du 20e concerto de Mozart (si l'on s'en souvient, celui sur lequel se terminait le film "Amadeus"), laisse l'auditeur comme fasciné. Le temps et le mouvement abolis. Six concertos dans ce coffret "Inteprétations légendaires" (nos 12, 14, 17, 19, 20 et 27).
Sony Classical, 3 CD, 3h37", env. 225 F.

Musique de Transylvanie



La Transylvanie est une de ces régions d'Europe centrale traversées par de nombreuses cultures. Elle fut soumise constamment à des tiraillements de souveraineté. Et le seul langage sur lequel tous s'accordent est celui de la musique.
A l'intérieur des frontières actuelles de la Roumanie se trouve le village de Szaszcsavas : 900 habitants, hongrois en majorité, roumains et tziganes. Les Tziganes sont les dépositaires d'un fonds musical très riche. Jours de fêtes et jours de deuil, valses et polkas au trio à cordes : violon, basse et kontra (sorte d'alto à trois cordes). Musique traditionnelle et lancinante.
Quintana, 930072, 64'19, env. 125 F.

PIAF FREHEL
"Ma grand-mère est une rockeuse"



Y'a plus de grand-mères ! Les voilà-t-y pas qui tricotent du manche de guitare et soignent leurs varices au twist ? Où sont passées nos mémés d'antan ? Les Marguerite Boulch et autres Edith Gassion qui gambillaient sur "La Java bleue" et, aussitôt après, chialaient sur "L'Accordéoniste".
A l'initiative de François Hadji Lazaro, chanteur du groupe Pigalle, Etienne Daho, Stella, Elmer Food Beat, Les Wampas et bien d'autres adaptent dans des versions techno-pop, néo-punk ou ska : "Mon manège à moi", "La Foule" "Où sont mes amants"... Un disque que toutes les mamies dignes de ce nom doivent offrir aux moutards de leurs mouflets.
Boucherie Prod, 512111, 44'25", env. 130 F.

RORY BLOCK
"From dawn to dusk"



Cet album prouve qu'il ne faut pas désespérer des Etats-Unis. Parfois, les USA peuvent exporter autre chose que des charmantes qui, sous prétexte, qu'elles postillonnent dans un micro, se prétendent chanteuses. Allez les filles ! remballez vos fadaises et vos minois de midinettes... après Bonnie Rait, Mama Block va vous donner la seconde leçon de chant de votre vie.
Sur cette compilation, Rory Block les met tous à genoux, de Taj Mahal à Stevie Wonder, en passant par Steve Kahn. Et tous l'accompagnent au bout de son blues blanc où on n'y voit que du bleu tant sa voix de petite new-yorkaise sur les blues les plus austères ("Crossroad", "M'O Blues", "Walkin' Blues") est confondante d'authencité.
Sky Ranch/WMD 652313, 58'36", env. 130 F.

Agenda

Théâtre

CAEN
"Greek" (Steven Berkoff), ms G. Lavelli. Théâtre, 18 → 20. ☎ 31.47.39.00
GRENOBLE
"Le Minotaure". Action → 29. ☎ 76.44.60.92
LYON
"Jojo" (P. Minyana), ms G. Aperghis. Théâtre, 17, 18. ☎ 78.36.67.67
SAINT-ETIENNE
"Le Malade imaginaire" (Molière). Comédie, → 31. ☎ 77.32.79.26
TOURCOING
"Candide". Idéal, → 22. ☎ 20.54.52.30
VINCENNES
"George Dandin" (Molière). Théâtre D.-Sorano, → 29. ☎ 48.08.60.83

Classique

BORDEAUX
"Le Trouvère" (Verdi). Gd théâtre, 18. ☎ 56.58.56.54
ISSOUDUN
"Les Contes d'Hoffmann" (Offenbach). Le Pepsy, 15, 15h. ☎ 54.21.63.19
MERIGNAC
B. Hendricks, soprano. Pin Galant, 17, 20h45. ☎ 49.01.72.96
PARIS
• "Elektra" (Strauss), Opéra-Bastille, → 23. ☎ 47.42.53.71
• J. Anderson, soprano. Récital, Opéra-Comique, 16, 21h. ☎ 42.86.88.83
• A. Quéfellec, piano. Aud. Châtelet, 17, 19h. ☎ 40.28.28.40
• EIC, dir. L. Maazel, Châtelet, 20, 20h30. ☎ 40.28.28.40
POITIERS
E. Leonskaja, piano. Théâtre, 17, 20h45. ☎ 49.01.72.96

Jazz-variétés

AIX-EN-PROVENCE
D. Lockwood et Chance Orchestra, 13, 19 et 21. Hot Brass. ☎ 42.38.07.15
ATHIS-MONS
J. Scofield. C. cult. 21. ☎ 60.48.46.18
CERGY
M. Vander/P. Michelot/F. Lassus. Touleuses, 20. ☎ 30.38.36.11
METZ
Benoît Blue Boy. Trinitaires, 20. ☎ 87.75.04.96
MULHOUSE
Tania Maria. AMC, 20. ☎ 89.56.26.90
PARIS
S. Grossman. N. Morning, 19. ☎ 45.23.51.41 ; G. Coleman. Villa, 16→ 21. ☎ 43.26.60.00
STRASBOURG
Ahmad Jamal trio. Pôle Sud, 20. ☎ 88.39.23.40
SURESNES (92)
L. Allison. J.-Vilar, 20. ☎ 46.97.98.10
TREMBLAY
Quartet Sellam/Renne. Espace J.-R.-Caussimon, 21. ☎ 48.61.09.85
• J. HIGELIN : C.-FERRAND, 17 ; ST-ETIENNE, 18 ; MONTPELLIER, 19 ; MARSEILLE, 20 ; NICE, 21.

Cinéma

BOBIGNY (93)
Algérie, trente ans après. 18 → 24. ☎ 48.30.32.87
TOULOUSE
Amérique latine. 17→ 24. ☎ 61.23.55.79

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique)
avec Nicole André (théâtre)
Françoise Lorrain (télévision - enquête)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)
Pierre Ysmal (policiers)

BERNARD EDELMAN

Philosophe, Bernard Edelman s'interroge sur l'aspiration des hommes à l'obéissance. Avocat, il s'inquiète de la disparition de l'humanisme, d'un véritable respect de l'homme dans la loi et dans la science, (1). Troubles.

L'homme, dites-vous après La Boétie, aime la servitude. Il la désire contre sa propre liberté. Pourquoi cette affirmation ?
L'histoire depuis l'Antiquité abonde en appels au tyran. Aujourd'hui, l'affaiblissement de l'autorité étatique fait resurgir le désir de tyrannie. J'ai écrit "L'Homme des foules" à une époque où le communisme battait de l'aile. Ancien communiste, j'ai essayé de réfléchir a posteriori sur ma propre biographie. Qu'est-ce qui m'avait attiré vers un communisme qui portait en lui le désir de servitude ? J'ai relu Freud. La poussée de l'extrême droite, dans tout l'Occident, y compris aux Etats-Unis, donne, hélas, à sa pensée sociale, que je croyais dépassée, une terrible actualité. La fascination de l'homme fort, le désir de s'assimiler à une horde, existe bien. Freud développe une conception pessimiste : l'homme a du mal à vivre en société parce qu'on lui demande beaucoup de sacrifices, pulsionnels, d'instinct. Il a encore plus de mal à vivre en démocratie, système qui repose sur la responsabilité et la liberté individuelle. La masse n'attend qu'une occasion pour se débarrasser de la liberté et de la responsabilité, soit par la guerre, immense explosion de pulsions, soit par les régimes totalitaires. Le chef est alors le seul personnage libre et les sujets se délestent de leur liberté sur lui.

Sur quelles valeurs aujourd'hui refonder la citoyenneté ?
Je suis très frappé par la disparition de la dimension utopique dans notre société. Nous sommes devenus utilitaristes, gris, plats. Nous ne rêvons plus. L'effondrement des pays de l'Est a été mal compris. La chute du Mur a été reçue comme un cadeau dans la corbeille de mariage de l'économie de marché. Or, s'est effondrée là une dimension utopique que nous sommes incapables de remplacer.

Faire face à la réalité, n'est-ce pas précisément devenir enfin majeur ? N'est-ce pas justement dans le refus du principe de réalité que s'ancre le fascisme ?
Etre adulte, ce n'est sûrement pas ne plus rêver. Un homme qui ne rêve plus est peut-être un adulte, mais un adulte sclérosé. Mais, vous avez raison : l'homme des foules, celui qui renonce à la liberté pour le totalitarisme, se constitue hors de la réalité. Ce qu'on observe, par exemple, quand Le Pen dénonce l'invasion des immigrés qui ne sont pas plus nombreux qu'il y a dix ans. Cela dit, le principe de réalité, c'est aussi la prise en compte de ce que l'homme n'est pas complètement rationnel. Une société qui dit : "Je ne rêve pas, je n'ai pas d'inconscient, je suis réaliste", se trompe sur elle-même.



Je suis très frappé par la disparition de la dimension utopique dans notre société. Nous sommes devenus utilitaristes, gris, plats. Nous ne rêvons plus.

Tester des traitements médicaux sur des volontaires sains est pour vous un signe de la disparition du lien social. N'est-ce pas, au contraire, un acte de solidarité ?
Médecine et biologie sont dangereuses quand elle transforment le lien social en lien pathologique. Hier, le lien entre générations se faisait à travers la transmission de valeurs. Désormais, il passe par la transmission d'organes, par la participation à l'avancée de la science. Au point que Christian Cabrol, le cardiologue, déclare qu'il est honteux, égoïste, de se laisser enterrer avec tous ses organes !

N'est-ce pas une vraie solidarité ?
Cette survie fictive, cette idée que mon cœur continue à battre après ma mort, est une solidarité douteuse. Quant à la loi Huriet, qui autorise l'expérimentation sur l'homme sain volontaire, elle transforme le corps en matière première pour la recherche et l'industrie pharmaceutique. En outre, qu'est-ce que ce consentement prévu par la loi ? On vous donne un protocole, compréhensible seulement si vous êtes agrégé de médecine dans la spécialité. On vous dit signez au bas d'un document écrit en hébreu ! C'est une escroquerie juridique. L'homme est sacrifié sur l'autel du savoir. Plus grave encore politiquement, cette solidarité biomédicale vient suppléer la déficience des anciennes solidarités. On n'est plus dans la même Eglise mais on a la même maladie. Et c'est cela qui nous rend solidaires. A l'Internationale communiste, on a substitué l'internationale des bien-portants. Mettre au premier plan la priorité médicale sans se demander quel est son prix social est dangereux. C'est exactement la même situation que lorsqu'on se dit qu'on devrait prendre telle loi pour mettre en prison les "dealers" : on ne la prend pas parce qu'elle pourrait porter atteinte à l'ensemble des citoyens. L'idée qu'un jour on aura une société saine est ridicule. C'est exactement la même chose que l'utopie communiste du "tous égaux".
L'homme cherchera toujours à savoir. Toute la question est celle du prix à payer pour savoir. Qu'on cherche à soigner la mucoviscidose, soit, mais qu'on cherche à éradiquer les gènes responsables de tout, non. On est actuellement dans un véritable totalitarisme génétique, plus très loin de l'eugénisme tel qu'il était conçu par les nazis. Connaître et soigner, oui, mais quand la volonté de savoir l'emporte sur la volonté de guérir, sur le respect des autres valeurs sociales, il faut dire non.

Pour accéder à une société adulte, il faut faire le deuil du bonheur, accepter le désespoir, dit Kant. Est-ce par là que passe l'avenir de notre société ?
Oui, mais il faut ajouter le deuil de la connaissance. Tout désir d'une condition humaine transparente, toute volonté de nier radicalement la tragédie, de passer outre, est une catastrophe pour la société humaine. Toute notre histoire est tissée de l'acceptation de la fatalité. Si nous avons une attitude uniquement positiviste, nous ne pourrons bientôt plus lire ni comprendre les tragiques grecs ou La Boétie. Nous entrerons dans un autre système de société humaine. Sans mémoire... D'où pourrait surgir l'homme des foules.

Propos recueillis par P. J.

(1) Bernard Edelman est l'auteur de "L'Homme des foules", Payot, et de "L'Homme, la nature et le droit", Bourgois.

Vendredi

45.56.78.56 / 78.57

APRES L'AMOUR
de Daniel Soulier

Théâtre de la Main d'Or / Belle de Mai (Paris), à partir du 25 mars

Un combat entre deux pauvres, de ceux qui vivent au dessous de leurs moyens par manque d'imaginaire.

Mise en scène : J.-C. Grinevald.

15 places du 25/3 au 10/4.

SAPPHO DE MYTILENE

La Coupole, Combs-la-Ville (77), le 27 mars

Textes originaux de Sappho (la nôtre) d'après un extrait de l'introduction du livre d'Odysseus Elytis consacré à cette grande poétesse que fut Sappho de Mytilène, sept siècles avant notre ère.



Composition musicale : Angélique Ionatos

Chant : Angélique Ionatos et Nena Venetsanou

Mise en scène : Joël Jouanneau

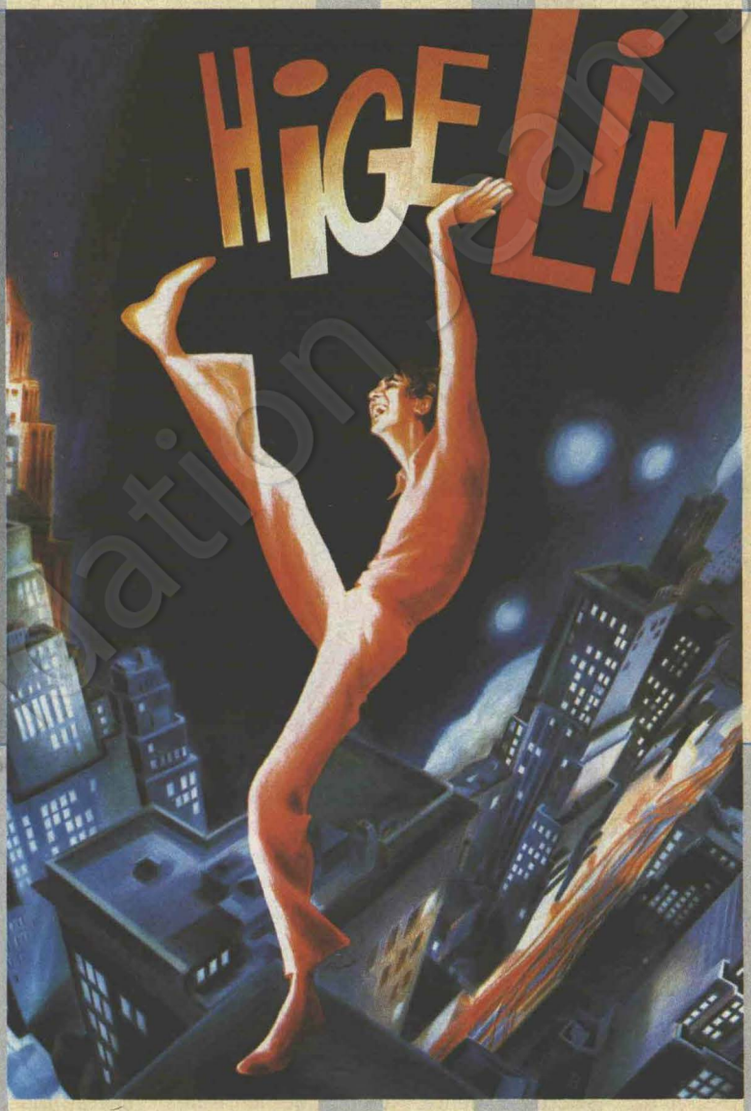
La Coupole et "Vendredi" offrent 10 places à nos abonnés.

JACQUES HIGELIN

Ubu, Rennes, le 22 mars

Notre saltimbanque des temps modernes, insatiable de mots et de sons, en permanente quête du merveilleux.

Ubu et "Vendredi" offrent 10 places gratuites à nos abonnés.



Pour obtenir les places :
☎ 45 56 78 56 ou 78 57

Pour connaître les programmes
- **Jacques Higelin : ☎ 99 31 12 10**
- **Le Pin Galant : ☎ 56 97 82 82**
- **Théâtre de la Main d'Or / Belle de Mai : ☎ 48 05 67 89**
- **La Coupole : ☎ 64 88 72 05**

C'est décidé, je m'abonne

- ☐ **Abonnement(s) à 260 F (400 F DOM-TOM / CEE 600 F autres pays)**
- ☐ **Abonnement(s) de soutien à ..... F**

Soit au total : ..... F

par chèque bancaire ou postal à l'ordre de "Vendredi"

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
Ville : .....

A RENVOYER A : "VENDREDI"
SERVICE LECTEURS
10 rue de Solferino
75333 Paris cedex 07

Merci de penser à joindre votre bande-adresse et le montant des abonnements

DANS LES BRUMES DE FENIMORE

Le Pin Galant, Mérignac (33), le 25 mars à 14 h 30

Spectacle pour enfants de 4 à 14 ans.

Dans un grenier plein de trésors cachés, Fenimore découvre un message mystérieux et une maquette de bateau...

Le Pin Galant et "Vendredi" offrent à nos abonnés 5 invitations pour deux personnes.

Conservation Jean-Louis Veyras